

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1072

28 avril 2014

### SOMMAIRE

1979 - Invest .....	51410	NEF .....	51412
BERENBERG USD Opticash (FIS) .....	51413	NEF .....	51412
BERENBERG USD Opticash (FIS) .....	51413	New Zealand Dairy Investment S.A. ....	51413
Cearco S.A. ....	51410	OP Global Strategic .....	51411
Cistelis S.A. SPF .....	51455	Optic Product and Services .....	51411
Cornerton International S.A. ....	51455	Petrofox S.A. ....	51444
Cross Media Publishing S.à r.l. ....	51456	Retkauf III S.à r.l. ....	51411
EM Conseils Sàrl .....	51455	Retkauf II S.à r.l. ....	51411
Entreprise de Desossage Romain Stoltz S.à r.l. ....	51410	Retkauf I S.à r.l. ....	51411
Fiparco S.A. ....	51455	Retkauf IV s.à r.l. ....	51411
Global Competence .....	51413	Sales Integration S.à r.l. ....	51412
Global Trust Advisors S.A. ....	51455	SQ New Normal Fund .....	51412
Godfrind S.à r.l. ....	51456	SQ New Normal Fund .....	51412
Lavena 3 S.à r.l. ....	51414	Talanx Finanz (Luxemburg) S.A. ....	51456
LFIS Vision UCITS .....	51432	Vintage General Partner S.à r.l. ....	51410
Lux Trade Holding S.A. ....	51410	Voltaire S.C.A. ....	51413
		WCG SA .....	51410

**Cearco S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 24.261.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033592/9.

(140037818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2014.

**Entreprise de Desossage Romain Stoltz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6833 Biwer, 84, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 123.972.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033648/9.

(140037822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2014.

**Vintage General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 140.480.

Par la présente, je vous informe de ma démission de ma fonction de gérant de votre société.

Luxembourg, le 9 décembre 2013.

Monsieur Eric MAGRINI.

Référence de publication: 2014033496/9.

(140037587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

**WCG SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-9570 Wiltz, 11, rue des Tondeurs.

R.C.S. Luxembourg B 147.887.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033500/9.

(140037594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

**1979 - Invest, Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 163.436.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033507/9.

(140037476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

**Lux Trade Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6231 Bech, 1, Becher Millen.

R.C.S. Luxembourg B 80.826.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033406/9.

(140037434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

**Optic Product and Services, Société Anonyme.**

Siège social: L-4762 Pétange, 56, rue de Niederkorn.  
R.C.S. Luxembourg B 147.879.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014033432/9.  
(140037628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

---

**Retkauf I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 123.262.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014033458/9.  
(140037663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

---

**Retkauf II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 123.263.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014033459/9.  
(140037662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

---

**Retkauf III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 123.225.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014033460/9.  
(140037661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

---

**OP Global Strategic, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 133.109.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2013 wurde einregistriert und beim Handels- und Gesellschaftsregister von  
Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014057321/10.  
(140065672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2014.

---

**Retkauf IV s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 123.226.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014033461/9.  
(140037660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

---

**Sales Integration S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3871 Schifflange, 13, rue de la Paix.

R.C.S. Luxembourg B 171.458.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033473/9.

(140037359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

---

**NEF, Fonds Commun de Placement.**

L'acte modificatif du règlement de gestion de NEF, signé en date du 11 avril 2014 et effectif au 28 avril 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2014.

*Pour le compte de NORD EST ASSET MANAGEMENT*

CACEIS BANK LUXEMBOURG

Référence de publication: 2014053975/11.

(140060883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

---

**NEF, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion coordonné de NEF, singé en date du 11 avril 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2014.

*Pour le compte de NORD EST ASSET MANAGEMENT*

CACEIS BANK LUXEMBOURG

Référence de publication: 2014053976/11.

(140061693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2014.

---

**SQ New Normal Fund, Fonds Commun de Placement.**

Für den Fonds gilt das Allgemeine Verwaltungsreglement, welches am 7. April 2014 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde einregistriert und beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 7. April 2014.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2014054619/11.

(140063113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2014.

---

**SQ New Normal Fund, Fonds Commun de Placement.**

Für den Fonds gilt das Sonderreglement, welches am 7. April 2014 in Kraft trat. Das Verwaltungsreglement wurde einregistriert und beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 7. April 2014.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2014054620/11.

(140063134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2014.

---

**Global Competence, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 133.038.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2013 wurde einregistriert und beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014057168/10.

(140065673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2014.

---

**New Zealand Dairy Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 154.740.

*Auszug aus der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vom 14.04.2014*

Die Hauptversammlung hat beschlossen das Mandat des zugelassenen Wirtschaftsprüfers (réviseur d'entreprises agréé), PricewaterhouseCoopers, mit Sitz in 400, Route d'Esch, L-1014 Luxembourg, R.C.S.L. B 65477 bis zur Hauptversammlung, welche über den Jahresabschluss für das am 31. Dezember 2013 endende Geschäftsjahr entscheidet, zu verlängern.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014057301/13.

(140065845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2014.

---

**BERENBERG USD Opticash (FIS), Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 75.014.

Hiermit werden die Anteilhaber des Berenberg USD Opticash (FIS) (ISIN: LU0296644395) informiert, dass der Verwaltungsrat der Universal-Investment-Luxembourg S.A. gemäß Art. 14 des Verwaltungsreglements beschlossen hat, den o.g. Fonds mit Wirkung zum 07. März 2014 in Liquidation zu setzen. Die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen wird gemäß Art. 8 und Art. 14 des Verwaltungsreglements per 07. März 2014 eingestellt. Letzter Tag der Preisberechnung (letzter Bewertungstag) ist der 12. März 2014. Die Depotbank wird den Liquidationserlös unter den Anteilhabern des Fonds nach deren Anspruch verteilen.

Im April 2014.

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014058158/1779/13.

---

**Voltaire S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 162.630.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033217/9.

(140036415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

---

**BERENBERG USD Opticash (FIS), Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 75.014.

Wir möchten die Anleger hiermit darüber informieren, dass der Liquidationserlös des Fonds Berenberg USD Opticash (FIS) an die Anteilhaber mit Valuta 14. März 2014 ausgekehrt wurde. Das Verwaltungsreglement tritt außer Kraft.

Im April 2014.

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2014058157/1779/9.

---

**Lavena 3 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 9.988.875,00.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 123.718.

LAVENA HOLDING 1 GMBH

Gesellschaft mit beschränkter Haftung

Possartstr. 13, 81679 Munich, Germany

Share Capital: EUR 25,000

Registration number: HRB 164984

Im Jahr zweitausend und vierzehn, am achtzehnten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Luxembourg,

**SIND ERSCHIENEN:**

Lavena 3 S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Sitz in 282, Route de Longwy, L-1940 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 123.718,

hier vertreten durch Gianpiero SADDI, Notarschreiber, geschäftsansässig in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht vom 26. Februar 2014 (die „übernehmende Gesellschaft“); und

Lavena Holding 1 GmbH, eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz und Geschäftsleitung in München, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter Nummer HRB 164.984,

hier vertreten durch Gianpiero SADDI, Notarschreiber, geschäftsansässig in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht vom 27. Februar 2014 (die „übertragende Gesellschaft“ und zusammen mit der übernehmenden Gesellschaft die „verschmelzenden Gesellschaften“).

Eine Kopie der vorgenannten Vollmachten bleibt, nachdem sie „ne varietur“ von den hier Erschienenen und dem unterzeichneten Notar unterschrieben wurden, der vorliegenden Urkunde zwecks Einreichung bei den Registrierungsbehörden beigelegt.

Die hier erschienenen Parteien bitten den amtierenden Notar um Beurkundung des Folgenden:

**VERSCHMELZUNGSPLAN**

zwischen

1. der Lavena Holding 1 GmbH, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung deutschen Rechts mit satzungsmäßigem Sitz und Ort der Geschäftsleitung in München, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter HRB 164984, als übertragendem Rechtsträger

- nachfolgend „Lavena 1 GmbH“ -

und

2. der Lavena 3 S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts (société à responsabilité limitée) mit satzungsmäßigem Sitz und Ort der Geschäftsleitung in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Geschäftsregister Luxemburg, (Registre de Commerce et des Sociétés), unter der Nummer B123718, als übernehmendem Rechtsträger

- nachfolgend „Lavena Lux“ -

Lavena 1 GmbH und Lavena Lux werden im Folgenden einzeln auch als „Partei“ und gemeinsam als „Parteien“ bezeichnet.

*Vorbemerkung*

(A) Die Lavena 1 GmbH, übertragende Gesellschaft, ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung deutschen Rechts mit Sitz in München, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts München unter HRB 164984. Ihre Geschäftsadresse lautet Possartstr. 13, 81679 München, Deutschland. Das Stammkapital der Lavena 1 GmbH beträgt EUR 25.000 (in Worten: fünfundzwanzigtausend Euro) und ist vollständig eingezahlt. Alleinige Gesellschafterin der Lavena 1 GmbH ist die Lavena Lux.

(B) Die Lavena Lux, übernehmende Gesellschaft, ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts mit Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Geschäftsregister Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés), unter der Nummer B 123718. Ihre Geschäftsadresse lautet 282, Route de Longwy, L-1940 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Das ausgegebene Stammkapital der Lavena Lux beträgt bei Aufstellung dieses Verschmelzungsplans EUR 9.988.875 welches in gleicher Höhe eingezahlt ist.

(C) Alleinige Gesellschafterin der Lavena Lux ist die Lavena 2 S.à r.l./ in Liquidation („Lavena 2“), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts (société à responsabilité limitée) mit satzungsmäßigem Sitz und Ort der

Geschäftsleitung in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Geschäftsregister Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés), unter der Nummer B 123671. Ihre Geschäftsadresse lautet 282, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg. Das ausgegebene Stammkapital der Lavena 2 beträgt bei Aufstellung dieses Verschmelzungsplans EUR 832.605.764,37.

(D) Sowohl die Lavena 1 GmbH als auch die Lavena Lux sind arbeitnehmerlos.

(E) Die Geschäftsführung der Lavena Lux und die Geschäftsführung der Lavena 1 GmbH beabsichtigen, die Lavena 1 GmbH grenzüberschreitend auf ihre Alleingeschafterin, die Lavena Lux, zu verschmelzen. Ziel der Verschmelzung ist insbesondere die Vereinfachung der Beteiligungsstruktur der Lavena Gruppe.

(F) Die Verschmelzung wird auf der Grundlage der Richtlinie 2005/56/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2005 über die Verschmelzung von Kapitalgesellschaften aus verschiedenen Mitgliedsstaaten (die „EU-Verschmelzungsrichtlinie“) durchgeführt. Auf die Verschmelzung finden - soweit deutsches Recht anwendbar ist - die §§ 122a ff. des deutschen Umwandlungsgesetzes (im Folgenden: „UmwG“), die die EU-Verschmelzungsrichtlinie in deutsches Recht umgesetzt haben, und - soweit luxemburgisches Recht anwendbar ist - die Artikel 257 ff. des luxemburgischen Gesetzes betreffend Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in der jeweils gültigen Fassung (Loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales) (im Folgenden: „LSC“), die die EU-Verschmelzungsrichtlinie in luxemburgisches Recht umgesetzt haben, Anwendung.

Dies vorausgeschickt, vereinbaren die Parteien, was folgt:

### **§ 1. Vermögensübertragung.**

1.1 Die Lavena 1 GmbH als übertragende Gesellschaft wird gemäß § 122a Abs. 2 i.V.m. § 2 Nr. 1 UmwG und gemäß den Artikeln 278 ff. sowie den einschlägigen Vorschriften des Abschnitts XIV, Unterabschnitt I des LSC unter Auflösung ohne Abwicklung durch Übertragung ihres Vermögens als Ganzes auf die Lavena Lux als übernehmende Gesellschaft verschmolzen (Verschmelzung zur Aufnahme).

1.2 Da sämtliche Geschäftsanteile an der Lavena 1 GmbH von der Lavena Lux gehalten werden, wird das Stammkapital der Lavena Lux zur Durchführung der Verschmelzung gemäß Artikel 278 i.V.m. Artikel 274 LSC und § 122a Abs. 2 i.V.m. § 54 Abs. 1 Satz 1 Nr. 1 UmwG nicht erhöht. Daher werden im Rahmen der Verschmelzung keine Geschäftsanteile der Lavena Lux geschaffen, ausgegeben oder gewährt. Ferner entfallen gemäß den anwendbaren deutschen Vorschriften die Angaben über den Umtausch von Anteilen, insbesondere (i) die Angaben zum Umtauschverhältnis der Anteile und zur Höhe etwaiger barer Zuzahlungen (§ 122c Abs. 2 Nr. 2 UmwG), (ii) die Angaben hinsichtlich der Übertragung oder Ausgabe von neuen Geschäftsanteilen an der Lavena Lux (§ 122c Abs. 2 Nr. 3 UmwG) und (iii) die Angabe des Zeitpunkts, von dem an neu geschaffene Geschäftsanteile das Recht auf Beteiligung am Gewinn gewähren (§ 122c Abs. 2 Nr. 5 UmwG) sowie eine Verschmelzungsprüfung (§ 122f Satz 1 i.V.m. § 9 Abs. 2 UmwG). Nach Artikel 278 LSC entfallen insbesondere (i) die Angaben über ein Umtauschverhältnis und zur Höhe etwaiger barer Zuzahlungen, (ii) die Angaben hinsichtlich der Übertragung oder Ausgabe von neuen Geschäftsanteilen an der Lavena Lux inkl. der Verfahrensweise diesbezüglich und (iii) die Angabe des Zeitpunkts, von dem an neu geschaffene Geschäftsanteile das Recht auf Beteiligung am Gewinn gewähren inkl. etwaiger Verfahrensweisen diesbezüglich.

1.3 Die Verschmelzung wird rechtlich an demjenigen Tag wirksam, an dem der notariell beurkundete Gesellschafterbeschluss der Lavena Lux im Amtsblatt Luxemburg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) bekanntgemacht wird (Artikel 273ter Abs. 1 LSC). Mit dem Wirksamwerden der Verschmelzung geht das Vermögen der Lavena 1 GmbH von Gesetzes wegen im Wege der Gesamtrechtsnachfolge als Ganzes auf die Lavena Lux über. Gleichzeitig erlischt die Lavena 1 GmbH.

**§ 2. Gegenleistung.** Eine Gegenleistung wird gemäß §§ 122a Abs. 2, 20 Abs. 1 Nr. 3, Satz 1, 2. Halbsatz, 1. Fall UmwG und auch nach Artikel 278 i.V.m. Artikel 274 LSC nicht gewährt. Die Verschmelzung findet gemäß §§ 122a Abs. 2, 54 Abs. 1 Satz 1 Nr. 1 UmwG und Artikel 278 und 274 LSC ohne Kapitalerhöhung bei der Lavena Lux und ohne anderweitige Ausgabe von Anteilen statt (siehe oben unter § 1.2).

### **§ 3. Verschmelzungstichtag, Bewertung des zu übertragenden Vermögens, Bilanzen.**

3.1 Die Übernahme des Vermögens der Lavena 1 GmbH durch die Lavena Lux erfolgt unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung im Innenverhältnis mit Wirkung zum 1. Januar 2014, 0:00 Uhr („Verschmelzungstichtag“). Die Lavena 1 GmbH und die Lavena Lux sind sich darin einig, dass unter Rechnungslegungsgesichtspunkten von diesem Zeitpunkt an sämtliche Handlungen und Geschäfte der Lavena 1 GmbH als für Rechnung der Lavena Lux vorgenommen gelten. Der Verschmelzung wird die Schlussbilanz der Lavena 1 GmbH zum 31. Dezember 2013 gem. § 122k Abs. 1 Satz 2 i.V.m. § 17 Abs. 2 Satz 1 UmwG zugrundegelegt. Der 31. Dezember 2013 ist gleichzeitig der Übertragungstichtag nach deutschem Steuerrecht.

3.2 Die Lavena Lux wird die im Rahmen der Verschmelzung von der Lavena 1 GmbH auf die Lavena Lux übergehenden Aktiva und Passiva zu Buchwerten übernehmen und zu diesen Werten in ihrer handels- und steuerrechtlichen Rechnungslegung ansetzen (§ 122c Abs. 2 Nr. 11 UmwG; Artikel 261 Abs. 2 lit. e) LSC).

3.3 Der Verschmelzung werden die Schlussbilanzen der Lavena 1 GmbH und der Lavena Lux jeweils zum 31. Dezember 2013 zugrunde gelegt.

**§ 4. Voraussichtliche Auswirkungen der Verschmelzung auf die Beschäftigung.** Weder die übertragende Gesellschaft noch die übernehmende Gesellschaft beschäftigt Arbeitnehmer. Daher hat die Verschmelzung der Lavena 1 GmbH auf die Lavena Lux keinerlei Folgen für Arbeitnehmer oder Arbeitnehmervertretungen dieser Gesellschaften. Insoweit sind keine Maßnahmen vorgesehen.

**§ 5. Verfahren zur Festlegung der Mitbestimmungsrechte.** Weder die übertragende Gesellschaft noch die übernehmende Gesellschaft beschäftigt Arbeitnehmer. Ferner ist keine der zu verschmelzenden Gesellschaften mitbestimmt. Durch die Verschmelzung ändert sich der Umfang an Mitbestimmung gegenüber dem bestehenden Umfang daher nicht. Ein Verfahren zur Beteiligung der Arbeitnehmer an der Festlegung ihrer Mitbestimmungsrechte im Sinne der Artikel L. 426-13 ff. des luxemburgischen Arbeitsgesetzbuchs (Code du Travail) bzw. des Artikel 16 der EU-Verschmelzungsrichtlinie ist daher nicht durchzuführen. Da kein Verfahren zur Beteiligung der Arbeitnehmer durchzuführen ist, entfallen auch die diesbezüglichen Angaben im Verschmelzungsplan.

**§ 6. Gewährung von Rechten an Gesellschafter, die mit Sonderrechten ausgestattet sind oder an Inhaber von anderen Wertpapieren als Gesellschaftsanteilen.**

6.1 Bei der Lavena 1 GmbH gibt es keine mit Sonderrechten ausgestattete Gesellschafter oder Inhaber von anderen Wertpapieren als Geschäftsanteilen, insbesondere keine Inhaber von Wandelschuldverschreibungen, Genussrechten oder ähnlichen Instrumenten. Daher ist keine Gewährung von Rechten an solche Personen und auch keine Durchführung von anderen Maßnahmen für solche Personen i.S.v. § 122c Abs. 2 Nr. 7 UmwG und Artikel 261 Abs. 2 lit. f) LSC erfolgt bzw. vorgesehen.

6.2 Bei der Lavena Lux gibt es mit Ausnahme der Alleingesellschafterin Lavena 2 keine mit Sonderrechten ausgestattete Gesellschafter oder Inhaber von anderen Wertpapieren als Geschäftsanteilen, insbesondere keine Inhaber von Wandelschuldverschreibungen, Genussrechten oder ähnlichen Instrumenten. Eine Gewährung von Rechten an die Lavena 2 oder Durchführung von anderen Maßnahmen für die Lavena 2 i.S.v. § 122c Abs. 2 Nr. 7 UmwG und Artikel 261 Abs. 2 lit. f) LSC ist nicht erfolgt bzw. vorgesehen.

**§ 7. Vorteile für unabhängige Sachverständige oder Organmitglieder.** Weder den Mitgliedern der Verwaltungs-, Leitungs-, Aufsichts- oder Kontrollorgane der Lavena 1 GmbH und der Lavena Lux noch unabhängigen Sachverständigen wurden besondere Vorteile im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 8 UmwG und Artikel 261 Abs. 2 lit. g) LSC gewährt. Diese werden auch künftig im Zusammenhang mit der Verschmelzung nicht gewährt werden.

**§ 8. Satzung der Lavena Lux.** Die Satzung der Lavena Lux wurde mit notarieller Gründungsurkunde vom 11. Januar 2007 vor dem Notar Paul Bettingen mit Geschäftssitz in Niederanven, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Amtsblatt Luxemburg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) vom 23. März 2007, Nr. 439 veröffentlicht. Die Satzung ist zuletzt mit notarieller Urkunde vom 3. Oktober 2007, veröffentlicht im Amtsblatt Luxemburg (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) am 8. Januar 2008, Nr. 39, durch vorgenannten Notar geändert worden.

Die Satzung der Lavena Lux wird im Zusammenhang mit der Verschmelzung nicht geändert und ist diesem Verschmelzungsplan in beglaubigter Übersetzung als Anlage 1 beigelegt.

**§ 9. Weitere Regelungen im Zusammenhang mit der Verschmelzung.**

9.1 Die Firma der Lavena Lux wird ohne Änderung fortgeführt.

9.2 Die Zusammensetzung der Geschäftsführung der Lavena Lux als übernehmendem Rechtsträger ändert sich nicht, insbesondere wird kein Geschäftsführer der Lavena 1 GmbH anlässlich der Verschmelzung zum Mitglied der Geschäftsführung der Lavena Lux bestellt. Es ist klargestellt, dass Dr. Wolfgang Zettel bisher sowohl Geschäftsführer der Lavena 1 GmbH als auch Mitglied der Geschäftsführung der Lavena Lux ist und auch nach der Verschmelzung Mitglied der Geschäftsführung der Lavena Lux bleiben wird.

9.3 Die Verschmelzung bedarf nach § 122g Abs. 2 UmwG keines Verschmelzungsbeschlusses des übertragenden Rechtsträgers, da sich sämtliche Geschäftsanteile des übertragenden Rechtsträgers in der Hand des übernehmenden Rechtsträgers befinden.

9.4 Die Anlage 1 zu diesem Verschmelzungsplan ist integrativer Bestandteil dieser Urkunde.

**§ 10. Kosten.** Die Lavena 1 GmbH und die Lavena Lux tragen die ihnen im Zusammenhang mit der Vorbereitung und Durchführung der Verschmelzung sowie die im Zusammenhang mit diesem Verschmelzungsplan entstehenden Kosten selbst. Die gemeinsam veranlassten Kosten werden von der Lavena Lux und der Lavena 1 GmbH jeweils zur Hälfte getragen.

### **Anlage 1 - Satzung der Lavena 3 S.à r.l.**

#### *Bescheinigung*

Der unterzeichnete Notar bescheinigt die Rechtmäßigkeit dieses Verschmelzungsplans gemäß Artikel 271 des luxemburgischen Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in der geltenden Fassung.

Der unterzeichnete Notar, der die deutsche und englische Sprache spricht und versteht, bescheinigt hiermit, dass auf Antrag der oben erwähnten und hier erschienenen Personen, die vorliegende Urkunde in Deutsch abgefasst wurde,



welcher eine englische Übersetzung beiliegt. Auf Anfrage derselben erschienenen Personen und im Falle der Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist allein der deutsche Text dieser Urkunde maßgebend.

Worüber die hier vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg am wie anfangs in diesem Dokument eingetragen Tag aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument den Vertretern der hier Erschienenen, die dem unterzeichneten Notar mit Namen, Vornamen, Personenstand und Anschrift bekannt sind, vorgelesen wurde haben die Vertreter der Erschienenen zusammen mit dem Notar die hier vorliegende Urkunde unterzeichnet.

### English version of the preceding text

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth of March.

Before Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

#### THERE APPEARED

Lavena 3 S.à r.l., a company with limited liability under Luxembourg law (société à responsabilité limitée), having its registered office at 282, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 123718,

here represented by M. Gianpiero SADDI, notary's clerk, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 26 February 2014 (the "Absorbing Company")

Lavena Holding 1 GmbH, a company with limited liability under German law (Gesellschaft mit beschränkter Haftung), having its registered office and place of management in Munich, Germany, registered in the commercial register of the Amtsgericht (Local Court) Munich under HRB 164984

here represented by M. Gianpiero SADDI, notary's clerk, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 27 February 2014 (the "Absorbed Company" and together with the Absorbing Company the "Merging Companies")

copies of which proxies, after having been signed ne varietur by the appearing persons and the undersigned notary will be annexed to the present deed to be filed with the registration authorities

The appearing persons have requested the undersigned notary to record the following:

#### DRAFT TERMS OF MERGER

between

1. Lavena Holding 1 GmbH, a company with limited liability under German law (Gesellschaft mit beschränkter Haftung), having its registered office and place of management in Munich, Germany, registered in the commercial register of the Amtsgericht [Local Court] Munich under HRB 164984 as the company being acquired

- hereinafter referred to as "Lavena 1 GmbH"-

and

2. Lavena 3 S.à r.l., a company with limited liability under Luxembourg law (société à responsabilité limitée), having its registered office and place of management in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 9,988,875 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 123718 as the acquiring company

- hereinafter referred to as "Lavena Lux" -

Lavena 1 GmbH and Lavena Lux are hereinafter also referred to individually as a "Party" and jointly as the "Parties".

#### Recitals

(A) Lavena 1 GmbH, the company being acquired, is a company with limited liability under German law having its seat in Munich, Germany, registered in the commercial register of the Amtsgericht [Local Court] Munich under HRB 164984. Its business address is Possartstr. 13, 81679 Munich, Germany. The registered share capital of Lavena 1 GmbH amounts to EUR 25,000 (in words: twenty-five thousand euro) and has been fully paid up. Sole shareholder of Lavena 1 GmbH is Lavena Lux.

(B) Lavena Lux, the acquiring company, is a company with limited liability under Luxembourg law having its seat in Luxembourg, registered in the commercial register of the Chamber of Commerce Luxembourg (Registre de Commerce et des Sociétés), under no. B 123718. Its business address is 282, Route de Longwy, 1940 Luxembourg, Great Duchy of Luxembourg. The issued registered share capital of Lavena Lux amounts to EUR 9,988,875 at the date when these draft terms of merger are drawn up; it has been fully paid up. Lavena Lux is the sole shareholder of Lavena 1 GmbH.

(C) Sole shareholder of Lavena Lux is Lavena 2 S.à r.l./in liquidation ("Lavena 2"), a company with limited liability under Luxembourg law having its seat in Luxembourg, Luxembourg, Great Duchy of Luxembourg, registered in the commercial register of the Chamber of Commerce Luxembourg (Registre de Commerce et des Sociétés), under no. B 123671. Its business address is 282, Route de Longwy, 1940 Luxembourg, Great Duchy of Luxembourg. The issued registered share capital of Lavena 2 amounts to EUR 832,605,764.37 at the date when these draft terms of merger are drawn up.

(D) Neither Lavena 1 GmbH nor Lavena Lux have any employees.

(E) The management of Lavena Lux and the management of Lavena 1 GmbH intend to effect a cross-border merger of Lavena 1 GmbH onto its sole shareholder, Lavena Lux. The objective of such merger is, in particular, to simplify the participation structure of the Lavena group.

(F) The merger shall be carried out on the basis of Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies (the "EU Mergers Directive"). To the extent German law is applicable, Sections 122a et seqq. of the German Umwandlungsgesetz (Transformation Act, hereinafter referred to as the "UmwG"), which implemented the EU Mergers Directive into German law, and - to the extent Luxembourg law is applicable - Articles 257 et seqq. of the Luxembourg Law of 10 August 1915, as amended, concerning Commercial Companies (Loi du 10 août 191, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales) (hereinafter referred to as the "LSC"), which implemented the EU Mergers Directive into Luxembourg law, shall be applicable to the merger.

Now, therefore, the Parties agree as follows:

### **§ 1. Transfer of assets and liabilities.**

1.1 In accordance with Section 122a (2) in conjunction with Section 2 point 1 UmwG and in accordance with Articles 278 et seqq. and the applicable provisions of Sections XIV Sub-Section I of the LSC, Lavena 1 GmbH as the company being acquired shall be merged as a whole onto Lavena Lux as the acquiring company, being dissolved without going into liquidation and transferring all its assets and liabilities (merger by acquisition).

1.2 As all shares in Lavena 1 GmbH are held by Lavena Lux, the registered share capital of Lavena Lux will not be increased in order to carry out the merger in accordance with Article 278 LSC in conjunction with Article 274 LSC and Section 122a (2) in conjunction with Section 54 (1) sentence 1 point 1 UmwG. Therefore, no shares in Lavena Lux will be created or issued as part of the merger. Furthermore, according to the applicable German provisions, the information on the exchange of shares, in particular (i) the indication of the exchange ratio of the shares and on the amount of additional cash payments, if any (Section 122c (2) point 2 UmwG), (ii) the indication of the transfer or issue of new shares in Lavena Lux (Section 122c (2) point 3 UmwG) and (iii) the indication of the date as from which newly created shares grant a right to profit participation (Section 122c (2) point 5 UmwG), as well as a merger audit (Section 122f sentence 1 in conjunction with Section 9 (2) UmwG) are dispensed. According to Article 278 LSC, in particular (i) the indication of a share exchange ratio and the amount of additional cash payments, if any, (ii) the indication of the methods regarding the transfer or issuance of new shares in Lavena Lux and (iii) the indication of the date as from which newly created shares grant a right to profit participation (and any particular methods relating thereto) are dispensed.

1.3 The merger shall be legally effective on the day when the notarised shareholder resolution of Lavena Lux is published in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) (Article 273ter para. 1 LSC). Upon the merger becoming effective, the assets and liabilities of Lavena 1 GmbH shall by operation of law be transferred as a whole to Lavena Lux by means of universal succession. At the same time, Lavena 1 GmbH shall cease to exist.

**§ 2. Consideration.** No consideration shall be granted in accordance with Sections 122a (2), 20 (1) point 3, sentence 1, 2<sup>nd</sup> half sentence, 1<sup>st</sup> case UmwG and pursuant to Article 278 in conjunction with Article 274 LSC. In accordance with Sections 122a (2), 54 (1) sentence 1 point 1 UmwG and Article 278 i.V.m. 274 LSC, the merger shall be carried out without any increase of the capital of Lavena Lux nor any allotment of shares (see at Section 1.2 above).

### **§ 3. Effective Merger Date, valuation of the assets to be transferred, balance sheets.**

3.1 As between the merging companies, for accounting purposes the transfer of Lavena 1 GmbH's assets and liabilities to Lavena Lux shall occur with effect as per 1 January 2014, 0:00 CET ("Effective Merger Date"). Lavena 1 GmbH and Lavena Lux agree that for accounting purposes all actions and transactions by Lavena 1 GmbH as from that date shall be deemed undertaken on behalf of Lavena Lux. The merger shall be based on the closing balance sheet of Lavena 1 GmbH as of 31 December 2013 as closing balance sheet in the sense of Section 122k (1) sentence 2 in conjunction with 17 (2) sentence 1 UmwG. At the same time, 31 December 2013 shall be the transfer date for the purposes of German tax law.

3.2 Lavena Lux will receive the assets and liabilities transferred due to the merger of Lavena 1 GmbH to Lavena Lux at their book value and report them at this value in the commercial law and tax accounting (Section 122c para. 2 no. 11 UmwG; Article 261 Abs. 2 lit. e) LSC).

3.3 The merger shall be based on the closing balance sheets of Lavena 1 GmbH and Lavena Lux as per 31 December 2013, respectively.

**§ 4. Impact of the merger on employment.** Neither the company being acquired nor the acquiring company have any employees. Therefore, the merger of Lavena 1 GmbH onto Lavena Lux will have no impact on employees or employee representatives of these companies. Insofar, no relevant measures have been prepared.

**§ 5. Procedure to establish co-determination rights.** Neither the company being acquired nor the acquiring company have any employees. Furthermore, neither of the companies to be merged is subject to co-determination. Accordingly, the scope of co-determination will not be different from its existing scope due to the merger. A procedure for the involvement of employees in the definition of their rights to participation within the meaning of Article L. 426-13 et seqq. of the Luxembourg Labour Code (Code du Travail) and of Article 16 of the EU Mergers Directive, respectively, therefore,

need not be carried out. As no procedure for the involvement of employees is to be carried out, the corresponding indications in the draft terms of merger are dispensed.

**§ 6. Grant of rights to shareholders provided with special rights or holders of securities other than shares.**

6.1 Lavena 1 GmbH does not have any shareholders provided with special rights or holders of securities other than shares, in particular any holders of convertible bonds, profit-sharing rights, or similar instruments. Therefore, no grant of rights to such persons or the implementation of other measures in favour of such persons within the meaning of Section 122c (2) point 7 UmwG and Article 261 (2) lit. f) LSC has been made or provided.

6.2 Lavena Lux does not have - with the exception of its sole shareholder Lavena 2 - any shareholders provided with special rights or holders of securities other than shares, in particular any holders of convertible bonds, profit-sharing rights, or similar instruments. No grant of rights to Lavena 2 or the implementation of other measures in favour of Lavena 2 within the meaning of Section 122c (2) point 7 UmwG and Article 261 (2) lit. f) LSC has been made or provided.

**§ 7. Benefits for independent experts or the management.** Neither the members of administrative, managing, supervisory or controlling bodies of Lavena 1 GmbH or Lavena Lux nor any independent experts were granted special benefits as defined in Section 122c (2) point 8 UmwG and Article 261 (2) lit. g) LSC. Neither will such benefits be granted in the future in the context of the merger.

**§ 8. Articles of Association of Lavena Lux.** The Articles of Association of Lavena Lux were drawn up by deed of incorporation executed on 11 January 2007 before Me Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 23 March 2007. The articles of association have been amended for the last time pursuant to a notarial deed enacted by the prenamed notary on 3 October 2007 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 8 January 2008, No. 39.

The Articles of Association of Lavena Lux will not be amended in the context of the merger; a certified translation of the Articles is attached to these draft terms of merger as Annex 1.

**§ 9. Further provisions related to the merger.**

9.1 The company name of Lavena Lux shall continue unchanged.

9.2 The composition of the managing board of Lavena Lux as the acquiring company will not change; in particular, no managing director of Lavena 1 GmbH will be appointed a member of the managing board of Lavena Lux on the occasion of the merger. It is clarified that Dr. Wolfgang Zettel is a managing director of Lavena 1 GmbH and a member of the managing board of Lavena Lux so far and that he will continue to be a member of the managing board of Lavena Lux after the merger.

9.3 According to Section 122g (2) UmwG, the merger does not require a merger resolution of the company being acquired, as all shares of the company being acquired are held by the acquiring company.

9.4 Annex 1 to this merger plan is an integral part of this document.

**§ 10. Costs.** Lavena Lux and Lavena 1 GmbH shall each bear their own costs incurred in connection with the preparation and implementation of the merger as well as the costs that arise in connection with these draft terms of merger. The costs incurred jointly shall be borne by Lavena Lux and Lavena 1 GmbH in equal shares.

**Annex 1 - Articles of Association of Lavena 3 S.à r.l.**

*Statement*

The undersigned notary certifies the legality of the present cross border merger in accordance with article 271 of the Luxembourg law on commercial companies dated August 10, 1915, as amended from time to time.

The undersigned notary, who understands and speaks German and English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in German, followed by an English version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the German version shall prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the undersigned notary by name, surname, civil status and residence, the said appearing persons signed together with the undersigned.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 21 mars 2014. LAC/2014/13247. Reçu douze euros EUR 12,-

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Suivent en annexes les statuts coordonnés:

*Koordinierte Satzung vom 3. Oktober 2007*

Gegründet am 11. Januar 2007 gemäß notarieller Urkunde des Notars Paul Bettingen mit Amtssitz in Niederanven, veröffentlicht im luxemburgischen Amtsblatt Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C Nummer 439 vom 23. März 2007. Die Satzung wurde geändert:

- am 6. März 2007 gemäß notarieller Urkunde des Notars Paul Bettingen mit Amtssitz in Niederanven, veröffentlicht im luxemburgischen Amtsblatt Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, Nummer 945 vom 22. Mai 2007
- am 3. Oktober 2007 gemäß notarieller Urkunde des Notars Paul Bettingen mit Amtssitz in Niederanven, derzeit in Veröffentlichung im luxemburgischen Amtsblatt Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C

### **A. Vertragsgegenstand - Laufzeit - Name - Eingetragener Sitz**

**Art. 1.** Hiermit wird eine société à responsabilité limitée unter dem Namen „LAVENA 3 S.ÀR.L.“ gegründet (im Folgenden die „Gesellschaft“), die dem Gesetz vom 10. August 1915 kommerzielle Unternehmen betreffend in der jeweils gültigen Fassung sowie der vorliegenden Satzung unterliegt.

**Art. 2.** Der Gesellschaftszweck ist der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und Veräußerung von Beteiligungen in jeglicher Form an anderen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen; der Erwerb von Wertpapieren, Rechten und Vermögenswerten durch Teilnahme, Beteiligung, Übernahme Festkauf und Option, Verhandlungen oder auf andere Weise der Erwerb von Patenten und Lizenzen sowie deren Verwaltung und Entwicklung.

Die Gesellschaft kann Gelder aufnehmen und aufbringen, einschließlich, aber nicht begrenzt auf die Geldaufnahme in jeglicher Form oder der Erhalt von Kreditfazilitäten jedweder Art sowie die Aufbringung von Geldern über einschließlich, aber nicht begrenzt auf die Emission von Anleihen, Wechseln, Schuldscheinen, Solawechseln und sonstigen Schuldoder Eigenkapitalinstrumenten, wandelbar oder nicht, auf privatrechtlicher Basis für den vorstehend genannten Zweck.

Die Gesellschaft kann zudem die folgenden Transaktionen durchführen (die Gesellschaft darf jedoch keine Transaktionen durchführen, die als Teilnahme an einer regulierten Aktivität innerhalb des Finanzsektors anzusehen sind):

- Ausleihen von Geldern, einschließlich beispielsweise der Erlöse aus jeglichen Ausleihungen und/oder ausgegebenen Schuldverschreibungen oder Anteilspapieren an Tochtergesellschaften, verbundenen Gesellschaften und/oder sonstigen Unternehmen;

- Gewährung von Bürgschaften und Pfandsicherheiten, Übertragung, Belastung oder sonstige Schaffung und Gewährung von Sicherheiten für das gesamte oder einen Teil ihres Vermögens zur Sicherung ihrer eigenen Pflichten und Vereinbarungen und/oder Pflichten und Vereinbarungen einer anderen Gesellschaft und generell zum eigenen Nutzen und/oder zum Nutzen anderer Gesellschaften oder Personen;

- der Abschluss von Verträgen, einschließlich beispielsweise jeglicher Kreditderivatevereinbarungen, Beteiligungsverträge, Konsortialverträge, Vermarktungsverträge, Vertriebsvereinbarungen, Managementvereinbarungen, Beratungsverträge, Verwaltungsverträge und sonstiger Serviceverträge, Verkaufsvereinbarungen oder sonstiger Verträge in Zusammenhang mit ihrem Zweck.

Die Gesellschaft kann zudem alle kommerziellen, technischen und finanziellen Tätigkeiten durchführen, soweit davon auszugehen ist, dass diese Tätigkeiten zu den vorstehend aufgeführten Zielen und Tätigkeiten, die direkt oder indirekt mit den in diesem Artikel beschriebenen Aktivitäten in Zusammenhang stehen, beitragen.

**Art. 3.** Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

**Art. 4.** Der eingetragene Firmensitz der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg. Der Sitz kann durch Beschluss des Vorstands an jeden anderen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden. Niederlassungen oder weitere Büros können in Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

### **B. Stammkapital - Anteile**

**Art. 5.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt EUR 9.988.875,-(neun Millionen neunhundertachtundachtzigtausendachthundertfünfundsechzig Euro), repräsentiert durch vollständig gezeichnete 399.555 (dreihundertneunundneunzigtausendfünfhundertfünfundfünfzig Anteile mit einem Nennwert von jeweils 25 EUR (fünfundzwanzig Euro);

Jeder Anteil besitzt bei ordentlichen und außerordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Stimme.

Jeder Anteil verleiht Anspruch auf einen Teil am Vermögen und an den Gewinnen der Gesellschaft im Verhältnis zur Anzahl der ausgegebenen Anteile.

**Art. 6.** Anteile können vom Alleingesellschafter unbeschränkt übertragen werden.

Existieren mehrere Gesellschafter, sind die Anteile unter den Gesellschaftern unbeschränkt übertragbar. Die Übertragung von Anteilen unter Lebenden auf Nicht-Gesellschafter bedarf der vorherigen Genehmigung der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

**Art. 7.** Das Stammkapital kann jederzeit durch Entscheidung des Alleingeschafters oder gegebenenfalls durch die Zustimmung einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals vertreten, geändert werden.

**Art. 8.** Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber pro Anteil an. Gemeinsame Inhaber ernennen einen Vertreter, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

**Art. 9.** Die Zahlungsunfähigkeit oder Insolvenz des Alleingeschafters oder gegebenenfalls von einem der Gesellschafter, bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

### C. Vorstand

**Art. 10.** Die Gesellschaft wird von einem Vorstand aus mindestens vier Mitgliedern geführt, die keine Gesellschafter des Unternehmens sein müssen und die entweder Manager der Klasse A oder B sind.

Die Manager werden vom Alleingesellschafter bzw. durch Beschluss der Gesellschafter für unbestimmte Zeit ernannt. Ein Manager kann mit oder ohne Angabe von Gründen entlassen und jederzeit durch Beschluss des Alleingesellschafters bzw. durch einen Gesellschafterbeschluss ersetzt werden.

Bei mehreren Gesellschaftern ist jeder Gesellschafter oder jede Gruppe von Gesellschaftern, die mindestens vierzig Prozent des vorhandenen Stammkapitals repräsentieren, berechtigt, seine/ihre Kandidaten der Gesellschafterversammlung zur Benennung als Manager der Klasse A bzw. der Klasse B vorzuschlagen.

Ist die Position eines Managers aufgrund von Tod, Ruhestand oder aus anderen Gründen unbesetzt, können die übrigen Manager durch Mehrheitsbeschluss einen Manager bestimmen, der diese unbesetzte Position bekleidet, bis diese Benennung bei der nächsten Beschlussfassung des Alleingesellschafters bzw. der Gesellschafter bestätigt wird. Ein solcher Manager muss auf die gleiche Weise eingeführt werden wie der Manager, dessen Position vakant wurde.

**Art. 11.** Der Vorstand kann aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Es kann auch ein Schriftführer gewählt werden, der kein Manager sein muss und für die Protokollführung bei den Vorstandssitzungen und den Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

Der Vorstand tritt durch Einberufung durch einen Manager zusammen, der in seiner Einberufung die Gründe dafür darlegt. Die Sitzung findet am eingetragenen Firmensitz der Gesellschaft statt, es sei denn, es wurde in der Einberufung der Sitzung ein anderer Ort benannt.

Der Vorsitzende leitet alle Gesellschafterversammlungen und Vorstandssitzungen. In seiner Abwesenheit können die Gesellschafter bzw. die Vorstandsmitglieder durch Mehrheitsbeschluss der auf dieser Sitzung anwesenden Mitglieder einen anderen vorläufigen Vorsitzenden wählen.

Alle Manager erhalten mindestens vierundzwanzig Stunden vor einer solchen Sitzung eine schriftliche Einberufung, aus der das Datum und die Uhrzeit für diese Sitzung hervorgeht, außer in Notfällen, bei denen die Art des Notfalls in der Einberufung der Sitzung darzulegen ist. Auf eine solche Einberufung kann mit schriftlicher Zustimmung aller Manager (auch per Fax oder E-Mail) verzichtet werden.

Für Sitzungen, an denen alle Manager teilnehmen oder vertreten werden und erklärt haben, dass ihnen die Tagesordnung vorher bekannt war, sowie für einzelne Sitzungen, die zu Zeiten und an Orten stattfinden, die in einem durch Beschluss des Vorstands zuvor festgelegten Terminplan anberaumt wurden, ist keine separate Einberufung erforderlich.

Alle Manager können auf jeder Vorstandssitzung in Schriftform oder durch Fax oder elektronische Übertragung, vorausgesetzt deren Echtheit wird festgestellt, einen anderen Manager zu ihrem Handlungsbevollmächtigten ernennen. Ein Manager kann mehrere seiner Amtskollegen vertreten.

Der Vorstand kann auf einer Vorstandssitzung nur dann Beschlüsse fassen oder rechtsgültige Handlungen vornehmen, wenn mindestens 2/3 der Manager anwesend sind oder vertreten werden und wenn mindestens ein Manager der Klasse A und ein Manager der Klasse B anwesend ist oder vertreten wird. Beschlüsse gelten als rechtsgültig gefasst, wenn diese einstimmig von den anwesenden oder vertretenen Managern angenommen wurden. Wenn trotz beidseitiger bester Bemühungen keine Einstimmigkeit erreichbar ist, ist die Angelegenheit der Gesellschafterversammlung vorzulegen.

Besitzt ein Manager der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft (außer Interessen aufgrund seiner Tätigkeit als Manager, leitender Angestellter oder Mitarbeiter der anderen Vertragspartei), muss dieser Manager dem Vorstand dieses persönliche Interesse offenbaren und darf über keine solchen Transaktionen entscheiden oder dazu abstimmen, und solche Interessen dieses Managers müssen auf der nächsten Gesellschafterversammlung dargelegt werden.

Jeder Manager kann an den Sitzungen des Vorstands durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder andere ähnliche Kommunikationsmittel teilnehmen, die es ermöglichen, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich gegenseitig hören und miteinander kommunizieren, vorausgesetzt, mindestens ein A-Manager und ein B-Manager sind in Luxemburg anwesend. Eine solche Teilnahme an einer Sitzung ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Tagungsort aller solcher Sitzungen ist in jedem Fall Luxemburg.

Der Vorstand kann einstimmig durch Rundschreiben Beschlüsse zu einem oder mehreren ähnlichen Dokumenten fassen, d.h. durch Erklärung ihrer Zustimmung in Schriftform, per Fax, E-Mail oder durch andere ähnliche Kommunikationsmittel. Die Gesamtheit solcher Dokumente bildet das Protokoll, das als Beleg für den Beschluss gilt.

**Art. 12.** Die Protokolle aller Vorstandssitzungen werden vom Vorsitzenden unterzeichnet und bei dessen Abwesenheit durch den vorläufigen Vorsitzenden, der bei der betreffenden Sitzung anwesend war, oder gemeinsam von einem Manager der Klasse A und einem Manager der Klasse B.

Kopien oder Auszüge aus solchen Protokollen, die in Gerichtsverfahren oder anderweitig vorgelegt werden können, müssen vom Vorsitzenden, dem Schriftführer oder gemeinsam von einem Manager der Klasse A und einem Manager der Klasse B unterzeichnet werden.

**Art. 13.** Vorbehaltlich der Bestimmungen in Artikel 16 verfügt der Vorstand über sämtliche Befugnisse, um alle Verwaltung- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, die im Interesse der Gesellschaft sind. Alle Befugnisse, die nicht

ausdrücklich per Gesetz oder gemäß dieser Satzung eine Beschlussfassung der Gesellschafter erfordern, fallen in die Zuständigkeit des Vorstands.

Der Vorstand kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Verwaltung und den Angelegenheiten der Gesellschaft sowie für die Vertretung der Gesellschaft in Bezug auf solche Verwaltungsaufgaben und Angelegenheiten an ein oder mehrere Mitglieder des Vorstands delegieren, die Ausschüsse bilden können, um zu den vom Vorstand festgelegten Bedingungen Beschlüsse fassen zu können. Der Vorstand kann zudem alle Befugnisse und Sondermandate auf jegliche Personen übertragen, die keine Manager sein müssen, und jegliche leitenden Angestellten und Mitarbeiter ernennen und abberufen sowie deren Gehalt festlegen.

**Art. 14.** Die Gesellschaft wird durch gemeinschaftliche Unterschrift eines Managers der Klasse A und eines Managers der Klasse B bzw. durch gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift einer oder mehrerer Personen gebunden, denen der Vorstand entsprechende Zeichnungsbefugnisse übertragen hat.

**Art. 15.** In dem unter dem Gesetz von Luxemburg zulässigen Umfang und vorausgesetzt, es wurde, soweit anwendbar, Entlastung durch den Alleingesellschafter oder gegebenenfalls durch die Gesellschafterversammlung erteilt, werden die zum betreffenden Zeitpunkt existierenden Manager, der Abschlussprüfer, Schriftführer und sonstige leitende Mitarbeiter, Erfüllungsgehilfen oder Vertreter der Gesellschaft für jede aus der Erfüllung ihrer Pflichten resultierende Haftung aus dem Vermögen der Gesellschaft schadlos gehalten gegen alle Klagen, Kosten, Gebühren, Verluste, Schäden und Ausgaben, die sie sich oder sich einer von ihnen einhandeln oder erleiden kann durch eingegangene Verträge, vorgenommene Handlungen, durch Handlungen an denen mitgewirkt wurde, oder Handlungen, die bei der Ausübung ihrer Pflichten in Bezug darauf unterlassen wurden, außer Handlungen (gegebenenfalls), die sie sich jeweils durch ihre eigene vorsätzliche Handlung, durch Nachlässigkeit oder Verzug eingehandelt oder erlitten haben, und keiner von ihnen verantwortlich ist für die jeweiligen Handlungen, Empfänge, Nachlässigkeiten oder Verzug des anderen oder der anderen oder der Konformität halber bei einem Empfang mitmacht oder für Banker oder andere Personen, mit denen der Gesellschaft gehörende Gelder oder Vermögenswerte zur sicheren Aufbewahrung hinterlegt werden müssen oder dürfen oder für Banker, Broker oder andere Personen, in deren Hände Gelder oder Vermögenswerte der Gesellschaft gelangen können oder für alle Rechtsmängel der Gesellschaft an erworbenem Eigentum oder für die Unzulänglichkeit, Mangelhaftigkeit oder Rechtsmängel der Gesellschaft an Wertpapieren, in die Gelder der Gesellschaft investiert wurden oder für Verluste oder Schäden, die durch Fehlurteile oder Beaufsichtigungsfehler ihrerseits entstanden sind oder für alle anderen Verluste, Schäden oder Unglücke, die bei der Ausübung ihrer jeweiligen Ämter oder in Verbindung damit passiert sind, ausgenommen, all das ist jeweils durch ihre eigene, absichtliche Vernachlässigung oder ihren Verzug passiert.

#### D. Beschlüsse des/der Gesellschafter(s)

**Art. 16.** Beschlüsse, die die Befugnisse der Manager übersteigen, werden vom Alleingesellschafter oder der Gesellschafterversammlung gefasst. Zudem erfordern die folgenden Maßnahmen die vorherige Zustimmung der Gesellschafter:

(i) Ausübung von Stimmrechten in den Gesellschafterversammlungen (sei es bei Jahres-, außerordentlichen oder Sonderversammlungen) eines Lavena-Unternehmens (worin die Pluralform enthalten ist und womit jede direkt oder indirekt gehaltene Tochtergesellschaft der Gesellschaft gemeint ist) oder bei der ProSiebenSat.1 Media AG im Hinblick auf alle vor dieser Sitzung festgelegten Angelegenheiten;

(ii) Änderung der Satzungsdokumente eines Lavena-Unternehmens;

(iii) wesentliche Änderung des Geschäftszwecks, einschließlich der Ergänzung wichtiger neuer Geschäftszweige eines Lavena-Unternehmens;

(iv) Änderung der Rechtsform eines Lavena-Unternehmens;

(v) Einleitung von Insolvenz-, Auflösungs-, Liquidations- oder Abwicklungsverfahren, Zahlungsaufschub oder Zahlungseinstellung (oder ähnliche Verfahren in dem entsprechenden Gerichtsstand) eines Lavena-Unternehmens

(vi) Ernennung oder Abberufung von Direktoren oder Managern eines Lavena-Unternehmens oder von Mitgliedern des Aufsichtsrates oder dessen Ausschüsse oder die Änderung der Anzahl an Direktoren oder Managern eines Lavena-Unternehmens oder der Größe des Aufsichtsrates oder dessen Ausschüsse;

(vii) Übernahme von Schuldenlasten für geliehenes Geld oder Garantien darauf durch ein Lavena-Unternehmen, außer denen in einer Finanzierungsvereinbarung genannten, die die Lavena-Unternehmen gegebenenfalls eingehen können;

(viii) Abschluss oder Durchführung von Fusionen, Spaltungen, Geschäftszusammenschlüssen, Konsolidierungen, Wiederherstellungen, Rekapitalisierungen, Umstrukturierungen durch ein Lavena-Unternehmen;

(ix) Abschluss (oder Änderung) von Beteiligungs- oder Joint-Venture-Vereinbarungen mit Dritten (d.h. mit einer Partei, die keine mit den Gesellschaftern verbundene Partei ist);

(x) Ausgabe von Wertpapieren durch die Lavena-Unternehmen an jegliche Personen (außer an ein Mitglied der Unternehmensgruppe, das von der Gesellschaft [dem „Konzern“] kontrolliert wird);

(xi) Erwerb oder Veräußerung wichtiger Geschäfte oder Vermögenswerte eines Lavena-Unternehmens;

(xii) Genehmigung von Jahresbudgets oder aller wichtigen Änderungen daran;

(xiii) Genehmigung von Geschäftsplänen oder aller wichtigen Änderungen daran;

- (xiv) Einleitung oder Beilegung wichtiger Streitsachen, Schiedsverfahren, Verfahren oder sonstiger Forderungen durch ein Lavena-Unternehmen;
- (xv) Erklärung oder Zahlung von Dividenden oder sonstiger Ausschüttungen oder der Rückkauf oder die Rücknahme von Wertpapieren durch ein Lavena-Unternehmen;
- (xvi) Durchführung von Geschäften mit verbundenen Unternehmen zwischen einem Lavena-Unternehmen einerseits und einem Investor, der die Anteile an diesem Lavena-Unternehmen direkt oder indirekt hält andererseits, oder einem mit diesem Investor verbundenen Unternehmen, ausgenommen jedoch (i) die Zahlung von Transaktionsgebühren und (ii) die Zahlung von Direktorenhonoraren und Spesen;
- (xvii) Genehmigung der Quartals- (sofern vorhanden) und Jahresabschlüsse von Lavena-Unternehmen, die auf Konzernbasis oder auf anderer Grundlage erstellt wurden;
- (xviii) Beteiligung an Geschäften mit Derivaten, Devisenterminkontrakten, Swaps, Optionen oder ähnlichen Finanzinstrumenten durch ein Lavena-Unternehmen;
- (xix) Gewährung von Pfandrechten, Pfandverschreibungen, Sicherungsrechten oder sonstigen Belastungen auf Sachwerte oder Eigentum eines Lavena-Unternehmens;
- (xx) Abschluss oder Änderung wichtiger Verträge eines Lavena-Unternehmens;
- (xxi) Änderung wichtiger Rechnungslegungsprinzipien eines Lavena-Unternehmens;
- (xxii) Beauftragung oder Abberufung von Rechtsberatern, Wirtschaftsprüfern, Investmentbanken, Unternehmensberatern oder sonstiger Berater durch ein Lavena-Unternehmen;
- (xxiii) Wahrnehmung oder Änderung wichtiger Steuerwahlrechte eines Lavena-Unternehmens;
- (xxiv) Abschluss von Verträgen oder Eingehen von Verpflichtungen oder Erklärungen im Hinblick auf die vorstehend dargelegten Angelegenheiten und
- (xxv) alle anderen Angelegenheiten oder Aktivitäten, die die Gesellschafter als wichtig festlegen (vorsorglich wird angemerkt, dass davon das operative Tagesgeschäft, administrative Funktionen und sonstige laufende Geschäfte ausgenommen sind).

Die vorherige schriftliche Zustimmung der Gesellschafter ist nicht erforderlich, wenn die Management-Maßnahmen im Geschäftsplan oder im Jahresbudget des Konzerns enthalten sind.

Gibt es weniger als fünfundzwanzig Gesellschafter, können die Beschlüsse der Gesellschafter entweder in einer Gesellschafterversammlung oder im Rahmen eines schriftlichen Konsultationsverfahrens auf Initiative des Vorstands gefasst werden. Die Beschlüsse werden erst als gültig erachtet, wenn sie von den Gesellschaftern, die mehr als fünfzig Prozent (50 %) des Kapitals repräsentieren, angenommen worden sind.

### **E. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinnausschüttung**

**Art. 17.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft läuft vom ersten Januar jedes Jahres bis zum einunddreißigsten Dezember des gleichen Jahres.

**Art. 18.** Jedes Jahr zum einunddreißigsten Dezember wird eine Aufstellung der Aktiva und Passiva der Gesellschaft ausgearbeitet, ebenso wie eine Gewinn- und Verlustrechnung.

Der Überschuss des Gewinn- und Verlustkontos stellt nach Abzug der Ausgaben, Kosten, Abschreibungen, Gebühren und Rückstellungen den Nettogewinn der Gesellschaft dar.

Jedes Jahr werden fünf Prozent des Nettogewinns in die gesetzliche Rücklage übertragen. Dieser Abzug ist nicht mehr obligatorisch, wenn der Betrag der gesetzlichen Rücklage ein Zehntel des emittierten Kapitals erreicht hat, muss jedoch fortgeführt werden, bis die Rücklage vollständig wiederhergestellt ist, wenn sie zu irgendeinem Zeitpunkt aus einem beliebigen Grund unter ein Zehntel des Stammkapitals gefallen ist.

Der Überschuss wird an den Alleingesellschafter oder gegebenenfalls an die Gesellschafter ausgeschüttet. Allerdings können der Alleingesellschafter oder gegebenenfalls die Gesellschafter mittels des gesetzlich festgelegten Mehrheitsbeschlusses entscheiden, dass der Gewinn nach Abzug der Rücklage entweder vorgetragen wird oder in eine außerordentliche Rücklage fließt.

### **F. Auflösung - Liquidation**

**Art. 19.** Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft wird die Gesellschaft von einem oder mehreren Insolvenzverwaltern liquidiert, die keine Gesellschafter sein müssen und die vom Alleingesellschafter oder gegebenenfalls von den Gesellschaftern ernannt werden, die die entsprechenden Befugnisse und Gebühren festlegen. Vorbehaltlich anderer Bestimmungen besitzen die Insolvenzverwalter umfassende Befugnisse zur Verwertung des Vermögens und zur Zahlung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der aus der Verwertung des Vermögens resultierende Überschuss und die Zahlung der Verbindlichkeiten ist an den Alleingesellschafter auszuteilen oder wird gegebenenfalls unter den Gesellschaftern proportional in Bezug auf die von ihnen gehaltenen Gesellschaftsanteile aufgeteilt.

**Art. 20.** Alle nicht durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten werden in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 10. August 1915 zu kommerziellen Unternehmen und dessen Änderungen festgelegt. <sup>1</sup>

[..]

*Apostille  
(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)*

1. Land: Großherzogtum Luxemburg
- Diese öffentliche Urkunde
2. ist unterschrieben von Bettingen, Paul
3. in seiner Eigenschaft als Notar
4. sie ist versehen mit dem Siegel/Stempel des (der) Notariats in Niederanven Bestätigt
5. in Luxemburg
6. am 18.02.2014
7. durch das Ministerium für auswärtige Angelegenheiten und Einwanderung
8. unter Nr. 1001140219807690
9. Siegel/Stempel:
10. Unterschrift:

Großherzogtum Luxemburg.  
*Ministerium für auswärtige Angelegenheiten*  
 Mario Wiesen  
 Amt für Passwesen, Visa und Legalisierung

*Statuts coordonnés au 3 octobre 2007*

Constituée suivant acte reçu par Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 11 janvier 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 439 du 23 mars 2007.

Les statuts ont été modifiés:

- suivant acte reçu par Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 6 mars 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 945 du 22 mai 2007
- suivant acte reçu par Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 3 octobre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 39 du 1<sup>er</sup> août 2008

**A. Purpose - Duration - Name - Registered office**

**Art. 1.** There is hereby formed a société à responsabilité limitée under the name of "LAVENA 3 S.ÀR.L." (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

**Art. 2.** The purpose of the Company shall be to acquire, hold, manage and dispose of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities, rights and assets through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way, to acquire patents and licences, to manage and develop them.

The Company may borrow and raise funds, including, but not limited to, borrowing money in any form or obtaining any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, debentures, promissory notes, and other debt or equity instruments, convertible or not, on a private basis for the purpose listed above.

The Company can also enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies;
- give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person;
- enter into agreements, including, but not limited to any kind of credit derivative agreements, partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, distribution agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other services contracts, selling agreements, or other in relation to its purpose;

The Company may also perform all commercial, technical and financial operations, if these operations are likely to enhance the above-mentioned objectives as well as operations directly or indirectly linked to the activities described in this article.

**Art. 3.** The Company is incorporated for an unlimited period.



**Art. 4.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the City of Luxembourg by means of a resolution of the Board of Managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

### **B. Share capital - Shares**

**Art. 5.** The Company's share capital is set at EUR 9,988,875.- (nine million nine hundred eighty-eight thousand eight hundred seventy-five euros), represented by 399,555 (three hundred ninety-nine thousand five hundred fifty-five shares having a nominal value of EUR 25.- (twenty-five euros) each, entirely subscribed for;

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Each share gives right to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

**Art. 6.** Shares can be freely transferred by the sole shareholder.

In case there is more than one shareholder, shares are freely transferable among shareholders. Transfer of shares inter vivos to non shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three quarters of the corporate capital.

**Art. 7.** The share capital may be modified at any time by decision of the sole shareholder or, as the case may be, by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

**Art. 8.** The Company will recognize only one holder per share. Joint co-owners, if any, shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

**Art. 9.** The bankruptcy or insolvency of the sole shareholder or, as the case may be, of one of the shareholders, will not cause the dissolution of the Company.

### **C. Management**

**Art. 10.** The Company shall be managed by a board of managers composed of four members at least, who need not be shareholders of the Company and who are either class A managers or class B Managers.

The managers shall be elected by the sole shareholder or, as the case may be, by a resolution of the shareholders for an unlimited duration. A manager may be removed with or without cause and replaced at any time by a decision of the sole shareholder or, as the case may be, by a resolution adopted by the shareholders.

In case of plurality of shareholders, each shareholder or group of shareholders representing at least forty percent of the subscribed share capital shall be entitled to propose its candidates to the general meeting of shareholders for their appointment as class A managers respectively class B managers.

In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, retirement or otherwise, the remaining managers may elect, by majority vote, a manager to fill such vacancy until the next decision of the sole shareholder or, as the case may be, the next resolution of the shareholders ratifying such election, it being understood that such manager is to be presented in the same manner as the manager whose office became vacant.

**Art. 11.** The board of managers may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

The board of managers shall meet upon call by any manager who shall state in the convocation the reasons for calling a meeting. The meetings shall take place at the registered office of the company, unless otherwise indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of managers, but in his absence the shareholders or the members of the board of managers may appoint another chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings. This notice may be waived by the consent in writing or by fax or e-mail of each manager.

Separate notice shall not be required for meetings at which all the managers are present or represented and have declared that they had prior knowledge of the agenda as well as for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by fax or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission, another manager as his proxy. One manager can represent more than one of his-co-managers.

The board of managers can deliberate or act validly at a meeting of the board of managers only if at least 2/3 of the managers are present or represented and if at least one class A manager and one class B manager are present or repre-

sented. Decisions shall be validly taken if adopted unanimously by the managers present or represented. If unanimity is not reachable despite best mutual efforts, the matter shall be submitted to the shareholders meeting.

In the event that any manager of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company (other than that arising by virtue of serving as a manager, officer or employee in the other contracting party), such manager shall disclose to the board of managers such personal interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such manager's interest therein shall be reported to the next meeting of shareholders.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference, or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another, provided that at least one A manager and one B manager must be present in Luxembourg. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. Any such meeting shall be deemed to be held in Luxembourg.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, e-mail or any other similar means of communications. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

**Art. 12.** The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting, or jointly by one class A manager and one class B manager.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or jointly by one class A manager and one class B manager.

**Art. 13.** The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest, save for what is stated in article 16. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the resolution of the shareholders fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to any member or members of the board who may constitute committees deliberating under such terms as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be managers, appoint and dismiss all officers and employees and fix their remuneration.

**Art. 14.** The Company will be bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager of the Company, as well as by the joint or single signature of any person or persons to whom specific signatory powers shall have been delegated by the board of managers.

**Art. 15.** To the extent permissible under Luxembourg Law and provided that, to the extent applicable, discharge has been granted by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders for any liability resulting from the performance of their duties, the managers, auditor, secretary and other officers, servants or agents for the time being of the Company shall be indemnified out of the assets of the Company from and against all actions, costs, charges, losses, damages and expenses, which they or any of them shall or may incur or sustain by reason of any contract entered into or any act done, concurred in, or omitted, on or about the execution of their duty in relation thereto except such (if any) as they shall incur or sustain by or through their own willful act, neglect or default respectively and none of them shall be answerable for the acts, receipts, neglects or defaults of the other or others of them, or for joining in any receipt for the sake of conformity, or for any bankers or other persons with whom any moneys or effects belonging to the Company shall or may be lodged or deposited for safe custody, or for any bankers, brokers, or other persons into whose hands any money or assets of the Company may come, or for any defect of title of the Company to any property purchased, or for the insufficiency or deficiency or defect of title of the Company, to any security upon which any moneys of the Company shall be invested, or for any loss or damage occasioned by an error of judgment or oversight on their part, or for any other loss, damage or misfortune whatsoever which shall happen in the execution of their respective offices or in relation thereto, except the same shall happen by or through their own willful neglect or default respectively.

#### **D. Decisions of the shareholder(s)**

**Art. 16.** Decisions which exceed the powers of the managers shall be taken by the sole shareholder or the general meeting of shareholders. In addition, following actions require prior shareholders' consent:

- (i) exercising voting rights in any general meeting of shareholders (whether annual, extraordinary or special) of a Lavena Entity (which includes the plural form, and shall mean any directly or indirectly held subsidiary of the Company) or ProSiebenSat.1 Media AG in respect of any matter set before such meeting;
- (ii) amending the organizational documents of a Lavena Entity;
- (iii) materially changing the business purpose, including adding any significant new line of business, of a Lavena Entity;
- (iv) changing the legal form of a Lavena Entity;
- (v) initiating any bankruptcy, dissolution, liquidation or winding up proceedings, moratorium or suspension of payments (or any similar proceedings in the relevant jurisdiction) of a Lavena Entity;

(vi) appointing or removing any director or manager of a Lavena Entity or any member of the Supervisory Board or any committee thereof or increasing or reducing the number of directors or managers of a Lavena Entity or the size of the Supervisory Board or any committee thereof;

(vii) incurring any indebtedness for borrowed money or any guarantees thereof by a Lavena Entity, other than as contemplated by any financing agreement that any of the Lavena Entities are a party to or may enter into from time to time;

(viii) entering into or undertaking any merger, de-merger, business combination, consolidation, reconstitution, recapitalization, reorganization by a Lavena Entity;

(ix) entering into (or amending) any partnership or joint venture agreement with a Third Party (which shall mean a party that is not affiliated with the shareholders);

(x) issuing any securities by the Lavena Entities to any person (other than to a member of the group of companies controlled by the Company (the "Group"));

(xi) acquiring or disposing of any significant business or asset of a Lavena Entity;

(xii) approving any annual budget or any material amendment thereto;

(xiii) approving any business plan or any material amendment thereto;

(xiv) commencing or settling any significant litigation, arbitration, proceeding or other claim by a Lavena Entity;

(xv) declaring or paying any dividends or other distributions or repurchasing or redeeming Securities by a Lavena Entity;

(xvi) entering into affiliate transactions between a Lavena Entity, on the one hand, and an investor directly or indirectly holding the shares in such Lavena Entity or an entity affiliated to such investor, on the other, excluding, however, (i) payment of transaction fees and (ii) payment of directors fees and expenses;

(xvii) approving the quarterly (if any) and annual financial statements of any Lavena Entity to the extent prepared on either a consolidated or unconsolidated basis;

(xviii) entering into any derivatives, foreign exchange contracts, swaps, options or similar financial instruments by a Lavena Entity;

(xix) granting any pledge, lien, security interest or other encumbrance on any material asset or property by a Lavena Entity;

(xx) entering into or amending any significant contract by a Lavena Entity;

(xxi) changing any material accounting policies of a Lavena Entity;

(xxii) hiring or dismissing any legal counsel, accountant, investment bank, consultant or other adviser by a Lavena Entity;

(xxiii) making or changing any material tax election of a Lavena Entity;

(xxiv) entering into any agreement or making any commitment or announcement with respect to any of the matters set forth above; and

(xxv) any other matter or action that the shareholders determine is significant (excluding, for the avoidance of doubt, day-to-day operations, administrative functions and other ordinary course matters).

The prior written consent of the shareholders is not required in case the management measures are contained in the business plan or annual budget of the Group.

In case there are less than twenty-five shareholders, decisions of shareholders may be taken either in a general meeting or by written consultation at the initiative of the board of managers. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

### **E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits**

**Art. 17.** The Company's financial year runs from the first of January of each year to the thirty-first of December of the same year

**Art. 18.** Each year, as of the thirty-first of December, there will be drawn up a record of the assets and liabilities of the Company, as well as a profit and loss account.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the legal reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amount to one tenth of the issued capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has dropped below on tenth of the share capital.

The excess is distributed among the sole shareholder or, as the case may be, the shareholders. However, the sole shareholder or, as the case may be, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

## F. Dissolution - Liquidation

**Art. 19.** In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the shareholders, which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the sole shareholder or, as the case may be, among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

**Art. 20.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

#### A. Nom - Durée - Objet - Siège - Social

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «LAVENA 3 S.À.R.L.» (ci-après la «Société») laquelle sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres, droits et actifs par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et mise en valeur.

La Société peut emprunter et lever des fonds, y compris, mais sans être limité à, emprunter de l'argent sous toutes formes et obtenir des prêts sous toutes formes et lever des fonds par, y compris, mais sans être limité à, l'émission d'obligations, de billets à ordre et d'autres titres de dette ou de capital convertibles ou non, dans le cadre de l'objet décrit ci-dessus.

La Société peut également participer aux transactions suivantes, étant entendu que la Société ne conclura pas de transaction qui l'engagerait dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- Accorder des prêts sans limitation à ses filiales, sociétés liées ou toute autre société, y compris, les fonds provenant d'emprunts, d'émission de titres de prêt ou de titres de capital;

- Accorder des garanties, mises en gage, transférer, nantir, créer et accorder des sûretés sur tout ou partie de ses actifs, garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de tout autre société et, plus généralement, dans son propre intérêt ou dans celui de toute autre société ou personne.

- entrer dans des accords, y compris, mais non limité à n'importe quelle sorte d'accords de dérivée de crédit, d'accords d'association, d'accords de garantie, d'accords de marketing, d'accords de distribution, d'accords de gestion, d'accords de conseil, d'accords d'administration et d'autres contrats de services, d'accords de vente, ou d'autre en rapport avec son objet social.

La Société peut également faire toutes opérations commerciales, techniques et financières, si ces opérations sont utiles à la réalisation de son objet tel que décrit dans le présent article ainsi que des opérations directement ou indirectement liées aux activités décrites dans cet article.

**Art. 3.** La durée de la Société est illimitée.

**Art. 4.** Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché du Luxembourg. Il pourra être transféré à n'importe qu'elle autre place dans la ville de Luxembourg par simple décision du conseil de gérance. Il peut être créé, par simple décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché du Luxembourg qu'à l'étranger.

#### B. Capital social - Actions

**Art. 5.** Le capital social est fixé à EUR 9.988.875,- (neuf millions neuf cent quatre-vingt-huit mille huit cent soixante-quinze euros) représenté par 399.555 (trois cent quatre-vingt-dix-neuf-mille cinq cent cinquante-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune, entièrement souscrites.

Chaque part sociale donne droit à un vote aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des avoirs et profits de la Société en directe proportion avec le nombre des parts sociales en existence.

**Art. 6.** Les parts sont librement cessibles par l'unique associé, aussi longtemps qu'il y a uniquement un seul associé.

S'il y a plus d'un associé, les parts sont librement cessibles entre les associés. Les cessions de parts sociales entre vifs à des tiers non-associés ne peut être effectuées que moyennant l'agrément préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié par décision de l'unique associé ou, le cas échéant, moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

**Art. 8.** La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par chaque part social. Les copropriétaires sont les cas échéant tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 9.** La faillite ou l'insolvabilité de l'associé unique ou de l'un des associés, le cas échéant, ne mettent pas fin à la société.

### C. Gérance

**Art. 10.** La Société est gérée par un conseil de gérance composé de quatre membres au moins, lesquels ne seront pas nécessairement associés de la Société et sont soit gérants de classe A soit gérants de classe B.

Les gérants sont élus par décision de l'unique associé ou, le cas échéant, par résolution des associés pour une durée illimitée. Un gérant peut être révoqué avec ou sans motif et remplacé à tout moment par une décision de l'unique associé ou, le cas échéant, par décision des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé ou groupe d'associés représentant au moins quarante pour cent du capital social de la Société présente ses candidats à l'assemblée générale des associés pour leur nomination en tant que gérants de classe A respectivement gérants de classe B.

En cas de vacance d'un poste d'un gérant pour cause de décès, démission ou toute autre cause, les gérants restants pourront élire, à la majorité des votes, un gérant pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la confirmation de cette élection par l'unique associé ou, le cas échéant, par les associés, étant entendu que ce gérant sera présenté de la même manière que celui dont le mandat est devenu vacant.

**Art. 11.** Le conseil de gérance peut nommer un président parmi ses membres ainsi qu'un vice-président. Il pourra aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera en charge de la tenue des procès verbaux des conseils de gérance et des assemblées des associés.

Le conseil de gérance peut se réunir sur demande de tout gérant, qui exposera les raisons de cette demande dans la convocation. Les réunions auront lieu au siège social de la société, à moins qu'il n'en soit prévu autrement dans la convocation.

Le Président est tenu de présider toutes les réunions d'associés et tous les conseils de gérance, cependant en son absence les associés ou les membres du conseil de gérance pourront nommer un président pro-tempore par vote à la majorité des voix présentes à cette réunion ou à ce conseil.

Un avis de convocation écrit sera donné à tous les gérants au moins vingt quatre heures avant la date prévue pour une réunion du conseil de gérance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation. Il peut être renoncé à cette convocation écrite sur accord de chaque gérant donné par écrit en original, télécopie ou e-mail.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions du conseil de gérance au cours desquelles l'ensemble des gérants sont présents ou représentés et ont déclaré avoir préalablement pris connaissance de l'ordre du jour de la réunion ainsi que pour toute réunion se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution adoptée préalablement par le conseil de gérance.

Tout gérant peut se faire représenter aux conseils de gérance en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, soit par un moyen de communication électronique dont l'authenticité aura pu être établie, un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter un ou plusieurs de ses co-gérants.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si au minimum 2/3 des gérants sont présents ou représentés et si au moins un gérant de classe A et un de classe B sont présents ou représentés. De plus, chaque décision du conseil de gérance sera adoptée à l'unanimité. À défaut d'unanimité, la question devra être soumise à l'assemblée des associés.

Au cas où un gérant de la Société aurait un intérêt personnel dans une quelconque affaire de la Société (autre qu'un intérêt opposé résultant de sa qualité de gérant, préposé ou employé d'une autre partie en cause) ce gérant devra informer le conseil de gérance d'un tel intérêt personnel et il ne pourra délibérer ni prendre part au vote sur cette affaire. Un rapport devra, par ailleurs, être fait au sujet de l'intérêt personnel de ce gérant à la prochaine assemblée des associés.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéo ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, et communiquer entre elles, à la condition qu'un gérant de classe A et qu'un gérant de classe B soient présents au Luxembourg. La participation par ce moyen à une réunion est considérée avoir été assurée en personne. Une telle réunion sera considérée comme être tenue au Luxembourg.

Le conseil de gérance peut à l'unanimité prendre des résolutions portant sur un ou plusieurs documents par voie circulaire pourvu qu'elles soient prises après approbation de ses membres donnée au moyen d'un écrit original, d'un facsimilé, d'un e-mail ou de tous autres moyens de communication. L'intégralité formera le procès-verbal attestant de la résolution prise.

**Art. 12.** Les procès-verbaux des conseils de gérance seront signés par le Président et, en son absence, par le président pro-tempore qui aurait assumé la présidence d'une telle réunion ou conjointement par un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, le secrétaire ou conjointement par un gérant de classe A et un gérant de classe B.

**Art. 13.** Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société, à l'exception de ce qui est exposé dans l'article 16. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'associé unique ou, le cas échéant, aux associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société pour la gestion journalière, à tout gérant ou gérants, qui à leur tour peuvent constituer des comités délibérant dans les conditions déterminées par le conseil de gérance. Il peut également conférer des pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, gérant ou non, nommer et révoquer tous préposés, employés et fixer leurs émoluments.

**Art. 14.** La Société sera engagée par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B de la Société ou encore par les signatures conjointes ou uniques de toute autre personne à qui de tels pouvoirs de signature auraient été délégués par le conseil de gérance.

**Art. 15.** Pour autant que la loi luxembourgeoise l'autorise et à condition que décharge ait été accordée par l'unique associé ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés concernant toute responsabilité résultant de l'exercice de leurs fonctions, les gérants, commissaires aux comptes, secrétaires, employés ou agents de la Société seront indemnisés sur l'actif de la Société contre toute action, coûts, charges, pertes, dommages et dépenses qu'ils auront encouru pour cause de signature de contrats ou de tout action effectuée ou omise directement ou indirectement liée à l'exercice de leurs fonctions, excepté s'ils les ont encouru suite à leur propre acte de malveillance, négligence, ou défaut, et aucun d'entre eux ne devra être responsable collectivement pour un acte, négligence ou défaut commis par l'un ou l'autre d'entre eux, ou pour avoir agi conjointement dans un but de conformité, ou encore pour un banquier ou toute autre personne auprès duquel des actifs de la Société pourraient être déposés, ou pour un banquier, broker ou toute autre personne dans les mains desquelles des actifs de la Société ont été remis, ou pour un défaut de titre de la Société pour l'achat de tout bien, pour l'absence ou l'invalidité de titres détenus la Société alors que des fonds de la Société ont été investis, pour toute perte ou dommage occasionné par une erreur de jugement ou d'inadvertance de leur part, pour toute perte, dommage ou inconvénients de toute sorte qui se produiraient dans l'exercice de leurs fonctions respectives ou en relation avec leurs fonctions, excepté s'ils sont causés par leur propre malveillance, négligence ou défaut.

#### D. Décisions d'associé(s)

**Art. 16.** Les décisions qui excèdent les pouvoirs des gérants seront prises par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés. De plus, les actions suivantes exigent le consentement préalable des associés:

(i) exercer le droit de vote dans toute assemblée générale des associés (qu'elle soit annuelle, extraordinaire ou spéciale) d'une entité Lavena (entité étant employée au singulier ou au pluriel indifféremment, et désigne toute filiale directe ou indirecte détenue par la Société) ou de ProSiebenSat.1 Media AG et cela concernant n'importe quel sujet traité dans une telle réunion;

(ii) modifier les documents organisationnels d'une entité Lavena;

(iii) modifier de façon significative l'objet de toute entité Lavena, y compris lui ajouter toute nouvelle branche d'activité significative;

(iv) changer la forme légale de toute entité Lavena;

(v) décider la mise en faillite, la dissolution, la liquidation, le concordat ou la suspension des paiements (ou toute autre procédure similaire) d'une entité Lavena;

(vi) nommer ou révoquer tout administrateur ou gérant d'une entité Lavena, tout membre du conseil de surveillance ou de tout autre comité d'une entité Lavena; d'augmenter ou diminuer le nombre d'administrateurs ou de gérants d'une entité Lavena, la taille du conseil de surveillance ou de toute autre comité d'une entité Lavena;

(vii) encourir tout endettement portant sur des fonds ou sur toutes garanties prises par une entité Lavena, quelque soit les accords financiers conclus ou futurs dans lesquels les entités Lavena sont ou seraient parties;

(viii) participer ou mettre en place toute fusion, scission, association, consolidation, reconstitution, recapitalisation ou réorganisation d'une entité Lavena;

(ix) conclure (ou modifier) tout partenariat ou association avec une partie tierce (qui ne serait pas affiliée aux associés);

(x) émettre tout titre d'une entité Lavena à toute personne (autre qu'à un membre du groupe de sociétés contrôlées par la Société («Le Groupe»));

(xi) acquérir ou disposer de tout actif ou toute activité significative d'une entité Lavena;

(xii) approuver tout budget annuel ou toute modification significative de celui-ci;

(xiii) approuver tout projet d'activité ou toute modification significative de celui-ci;

(xiv) commencer ou finaliser tout litige, arbitrage, procédure ou toute autre action significative relative à une entité Lavena;

(xv) déclarer ou payer tout dividende ou autres distributions, racheter ou échanger tout titre par une entité Lavena;

(xvi) prendre part aux transactions dont une entité Lavena est partie avec un investisseur détenant directement ou indirectement des parts sociales dans une telle entité Lavena ou avec une entité affiliée à cet investisseur, à l'exclusion cependant (i) du paiement des frais de transactions ainsi que (ii) de la rémunération et des frais des gérants;

(xvii) approuver les comptes trimestriels (s'ils existent) et les comptes annuels de toute entité Lavena qu'ils soient consolidés ou non;

(xviii) conclure des contrats de produits dérivatifs, de change, d'échange, d'options ou d'instruments financiers semblables pour une entité Lavena;

(xix) octroyer tout gage, privilège, garantie ou tout autre sûreté portant sur tout actif ou biens importants d'une entité Lavena;

(xx) conclure ou modifier tout contrat substantiel liant une entité Lavena;

(xxi) modifier toute politique comptable importante d'une entité Lavena;

(xxii) employer ou démettre de ses fonctions tout conseil juridique, comptable, toute banque d'investissement, tout consultant ou tout autre conseil d'une entité Lavena;

(xxiii) instaurer ou modifier de manière significative tout traitement fiscal relatif à une entité Lavena;

(xxiv) conclure tout contrat, prendre tout engagement ou annonces en relation avec les matières exposées ci-dessus; et

(xxv) tout autre sujet ou action que les associés déterminent comme significatif (à l'exclusion pour éviter tout doute, des opérations quotidiennes, des fonctions administratives et tâches ordinaires).

Le consentement préalable des associés n'est pas exigé dans le cas où les mesures sont contenues dans le plan d'activité ou le budget annuel du Groupe.

S'il y a moins que 25 associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Aucune décision n'est valablement prise à moins qu'elle n'ait été adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

## E. Exercice social - Bilan - Répartitions

**Art. 17.** L'exercice social commencera le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

**Art. 18.** Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et il est dressé un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Le solde créditeur du compte de pertes et profits après déduction de tous amortissements, dépenses, charges et provisions représente le bénéfice net de la Société.

Chaque année il est prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net qui sera alloué à la réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire quand la réserve légale atteint dix pour cent du capital social, étant entendu que ce prélèvement doit reprendre jusqu'à ce que le fond de réserve soit entièrement reconstitué si, à tout moment et pour quelque raison que ce soit, il est inférieur de dix pour cent du capital social.

Le surplus est à la disposition de l'unique associé ou, le cas échéant, distribué entre les associés. Cependant l'associé unique ou, le cas échéant, les associés peuvent décider selon vote majoritaire en vertu des dispositions légales applicables que le bénéfice, après déduction de la réserve sera reporté ou alloué à une réserve spéciale.

## F. Dissolution - Liquidation

**Art. 19.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'unique associé ou, le cas échéant, par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera distribué à l'associé unique ou, le cas échéant, partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

**Art. 20.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique ou, le cas échéant, les associés se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2014.

Référence de publication: 2014048649/992.

(140054974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2014.

---

**LFIS Vision UCITS, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 186.337.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eighth day of the month of April.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Groupe La Française, a company organised under the laws of France with the Registre du Commerce et des Sociétés de Paris under number 480 871 490 having its registered office at 173 Boulevard Haussmann, 75008 Paris, France, represented by Maître Caroline Balme, avocat, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 02 April 2014.

The proxy given, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, in the capacity in which it/he/she acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a société anonyme which is hereby formed:

**Art. 1.** There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "LFIS Vision UCITS" (the "Company").

**Art. 2.** The Company is established for an indefinite period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation") as prescribed in Article twenty-eight.

**Art. 3.** The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments, and other permitted assets referred to in Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the "2010 Law"), including shares or units of other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2010 Law.

**Art. 4.** The registered office of the Company is established in Hesperange, in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board"). If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board may transfer the registered office of the Company to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

**Art. 5.** The minimum capital of the Company shall be the minimum prescribed by Luxembourg law.

The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article twenty-two hereof.

The Board is authorised without limitation to issue fully paid shares at any time at a price based on the net asset value per share or the respective net asset values per share determined in accordance with Article twenty-two hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The Board may delegate to any duly authorised director (a "Director") or officer of the Company or to any other duly authorised person or entity, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for such new shares within the provisions of the 2010 Law.

Such shares may, as the Board shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to Article three hereof in transferable securities, money market instruments or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities as the Board shall from time to time determine in respect of each class of shares.

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each class shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding class and the assets of a specific class are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that class.



The Board may further decide to create within each class of shares two or more sub-classes whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the class concerned but where different currency hedging techniques and/or fee structure and/or distribution policies, minimum subscription or holding amount or any other specific feature may be applied. If sub-classes are created, references to "classes" in these Articles of Incorporation should, where appropriate, be construed as references to such "sub-classes".

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not denominated in Euro be converted into Euro and the capital shall be the total net assets of all the classes.

The Board may decide to liquidate one class if, at any time, it determines upon reasonable grounds that such liquidation is appropriate in order to proceed to an economic rationalisation, or in the event that a change in the economic or political situation relating to the class concerned so justifies, or in the event that the total net asset value of any class is less than the amount which the Board considers as being the minimum amount required for the existence of such class in the interest of the shareholders. Shareholders will be notified and the notice will indicate the reasons for and the procedures of the liquidation operation. Unless the Board otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge. Assets, which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the class concerned, will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries. If not claimed, they shall be forfeited in accordance with Luxembourg law. The Board may also submit the question of the liquidation of a class to the Shareholders concerned and such meeting will resolve on such liquidation with a simple majority.

The Board may also, subject to regulatory approval (if required), decide to consolidate or split any sub-class within a class. To the extent required by Luxembourg law, such decision will be published or notified in the same manner as described above and the publication and/or notification will contain information in relation to the proposed split of consolidation. The Board may also decide to submit the question of the consolidation or split of sub-class(es) to a meeting of holders of such sub-class(es). No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast.

Any merger of a class shall be decided by the Board unless the Board decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the class concerned. In the latter case no quorum is required for this meeting and the decision for the merger is taken by a simple majority of the votes cast. In case of a merger of one or more class(es) where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall, notwithstanding the foregoing, be decided by a meeting of shareholders resolving with a simple majority of the votes cast. In addition, the provisions on mergers of UCITS set forth in the 2010 Law and any implementing regulation (relating, in particular, to the notification to the shareholders concerned), shall apply.

**Art. 6.** The Company shall issue shares in registered form only. Shareholders will receive a confirmation of their shareholding. No share certificate will be issued.

Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him and upon application obtain delivery of definitive confirmation of his shareholding.

Payments of dividends, if any, will be made to shareholders, under the conditions set out in Article twenty-six.

All issued shares of the Company shall be inscribed in the register of shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such register shall contain the name of each holder of shares, his residence or elected domicile and the number of shares held by him. Every transfer of share shall be entered in the register of shareholders.

Transfer of shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also recognise any other evidence of transfer satisfactory to it.

Every shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the register of shareholders free of charge.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the register of shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend or other distributions.

The Company will recognise only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

**Art. 7.** The Board shall have power to impose such ownership restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by:

- a. U.S. person, as defined hereafter, or any person who is holding shares for the account of benefit of U.S. person;
- b. any person who is holding shares in breach of any law or regulation or otherwise in circumstances having or which may have adverse regulatory, tax, pecuniary or material administrative disadvantages for the Company or its shareholders; or
- c. any person who has failed to provide any information or declaration required by the Board within the period provided for in the sales documents.
- d. any person to be considered as an Ineligible Applicant as defined in the sales documents.
- e. a person, who is not an institutional investor where it appears that it holds shares in a Class restricted to institutional investors.

For such purposes the Company may:

- a) decline to issue any share or to register any transfer of any share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a person who is precluded from holding such shares in the Company;

- b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company;

- c) where it appears that a holder of shares of a class restricted to institutional investors (within the meaning of the Luxembourg law) is not an institutional investor, the Company will either compulsorily redeem the relevant shares in the manner described below or convert such shares into shares of a class which is not restricted to institutional investors (provided there exists such a class with similar characteristics) and notify the relevant shareholder of such conversion; and

- d) where it appears to the Company that any person who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Company may either (i) direct such shareholders to redeem or to transfer the relevant shares to a person who is qualified or entitled to own or hold such shares or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

- 1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver without undue delay to the Company the confirmation of shareholding representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

- 2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (hereinafter referred to as the "Redemption Price") shall be the price defined in Article twenty hereof;

- 3) Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the currency in which the net asset value of the shares of the class concerned is determined except in periods of exchange restrictions and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the confirmation of shareholding, specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the confirmation of shareholding, as aforesaid.

- 4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

- e) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company or any shareholder holding a number of shares exceeding the maximum percentage or maximum number at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles of Incorporation the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace regulation S or the 1933 Act or further define the term "U.S. Person". The Board shall define the word "U.S. Person" on the basis of these provisions and publicise this definition in the sales documents of the Company.

The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an institutional investor, and who holds shares in a class restricted to institutional investors or any shareholder precluded from holding shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board, the other shareholders of the relevant class and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding, in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status or has failed to notify the Company of its loss or change of such status.

**Art. 8.** Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 9.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company, or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of the month of September at 11 a.m. (Luxembourg time) and for the first time in the year 2015. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require. If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting may be held at a date, time or place other than those set forth in these Articles of Incorporation, that date, time or place to be decided by the Board.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Class meetings may be held to decide on any matters which relate exclusively to such class. Two or several classes may be treated as one single class if such classes are affected in the same way by the proposals requiring the approval of shareholders of the relevant classes.

**Art. 10.** The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within the class, is entitled to one vote subject to the restrictions contained in these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or other electronic means capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be valid for any reconvened meeting unless it is specifically revoked.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

**Art. 11.** Shareholders will meet upon call by the Board, or upon the written request of shareholders representing at least one-tenth of the share capital of the Company, pursuant to a notice setting forth the agenda, sent in accordance with applicable laws and regulations, to each shareholder at the shareholders' address in the register of shareholders.

If and to the extent required by law, the notice shall, in addition, be published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, in a Luxembourg newspaper and in such other newspaper(s) as the Board may decide.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may also provide that the quorum and the majority of such general meeting shall be determined by reference to the shares issued and outstanding at midnight on the fifth day preceding the day on which such meeting of shareholders will be held (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

**Art. 12.** The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members; members of the Board need not be shareholders of the Company.

The members of the Board shall be elected by the shareholders at a general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, another person to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

**Art. 13.** The Board shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint another director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex, telefax or other electronic means capable of evidencing such waiver of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by cable, telegram, telex, telefax message, facsimile or any electronic means capable of evidencing such appointment, another Director as his proxy. Any Director may attend a meeting of the Board using teleconference means, provided that (i) the Director attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission is performed on an on-going basis and (iv) the Directors can properly deliberate. The participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at the meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

Directors may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex, telefax message or any other electronic means capable of evidencing such vote.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented by another Director as proxy at a meeting of the Board. For the calculation of quorum and majority, the Directors participating at the Board by video conference or by other telecommunication means permitting their identification are deemed to be present. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman of the board shall have a casting vote.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a consent resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the Directors or by telex, cable, telegram, telefax message or other electronic means capable of evidencing such consent. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

The Board from time to time may appoint the officers of the Company, including two or more special delegates, a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles of Incorporation, shall have the powers and duties given to them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are Directors of the Company and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are Directors of the Company.

**Art. 14.** The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

**Art. 15.** The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company, in accordance with Part I of the 2010 Law.

The Board may decide that investment of the Company be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the 2010 Law, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State (as defined in the 2010 Law) which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Oceania, the American continents

and Africa, or dealt in on another market which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of the issue, as well as (v) in any other transferable securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Company.

The Board may decide to invest up to one hundred per cent of the net assets of each class of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Company (including but not limited to OECD member states, Singapore, Brazil, Russia, Indonesia and South Africa), or public international bodies of which one or more of those member states of the European Union are members, provided that in the case where the Company decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the class concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of the Company's total net assets.

The Board may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among other considerations, the underlying consists of instruments covered by Article forty-one paragraph (1) of the 2010 Law, as may be amended from time to time, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in its sales documents.

The Board may decide that investments of a class to be made with the aim to replicate stock indices and/or take securities indices to the extent permitted by the 2010 Law provided that the relevant index is recognised as having a sufficiently diversified composition, is an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

The Company may invest no more than 10% of the assets of any class in undertakings for collective investment as defined in Article forty-one paragraph (1) (e) of the 2010 Law except if permitted in the sales documents.

The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more classes on a pooled or co-managed basis, as described in Article twenty-three, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

Investments of the Company may be made either directly or indirectly through wholly owned subsidiaries. When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf, carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of shareholders, Article forty-eight paragraphs (1) and (2) of the 2010 Law does not apply. Any reference in these Articles of Incorporation to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, (i) create any class qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing class into a feeder UCITS class or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS class.

Any class may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more classes of the Company. In this case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the class concerned. In addition and for as long as these shares are held by a class, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law.

**Art. 16.** No contract or other transaction between the Company and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of any such other corporation or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board conflicting with that of the Company, that director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used above, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any affiliate thereof or such other corporation or entity

as may from time to time be determined by the Board on its discretion, unless such "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

**Art. 17.** The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him/her in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he/she may be entitled.

**Art. 18.** The Company will be bound by the joint signature of any two directors or by the joint or individual signature (s) of any other person(s) to whom signatory authority has been delegated by the Board.

**Art. 19.** The Company shall appoint an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the 2010 Law. The approved statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

**Art. 20.** As is more especially prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company in compliance with the minimum amount as disclosed in the sales documents of the Company. The redemption price shall normally be paid not later than ten bank business days after the date on which the applicable net asset value was determined and shall be based on the net asset value for the relevant class as determined in accordance with the provisions of Article twenty-two hereof less an adjustment or charge, including deferred sales charge or redemption charge, if any, as the sales documents may provide. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the confirmation of shareholding for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

If redemption requests (including switches) for more than 10% of the net asset value of a class are received on any Valuation Day, then the Company shall have the right to limit redemptions on that Valuation Day so they do not exceed this threshold amount of 10%. Redemptions shall be limited with respect to all shareholders seeking to redeem shares as of a same Valuation Day so that each such shareholder shall have the same percentage of its redemption request honoured; the balance of such redemption requests shall be processed by the Company on the next day on which redemption requests are accepted, subject to the same limitation. On such day, such requests for redemption will be complied with in priority to subsequent requests.

In exceptional circumstances, the Board may request that a shareholder accept redemption in kind, i.e. receives a portfolio of stock of equivalent value to the appropriate cash redemption payment. The shareholder may always request a cash redemption payment in the reference currency of the relevant class. Where the shareholder agrees to accept redemption in kind it/he/she will, as far as possible, receive a representative selection of the relevant class' holdings pro rata to the number of shares redeemed and the Board will make sure that the remaining shareholders do not suffer any loss therefrom. The value of the redemption in kind will be certified by certificate drawn up by the approved statutory auditor of the Company if required by Luxembourg law.

The redeeming shareholder shall normally bear the costs resulting from the redemption in kind (mainly costs relating to the drawing-up of an auditor's report, if any) unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interest of the Company.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to the previous paragraph or to Article twenty-one hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the suspension is lifted on the basis of the redemption price then prevailing.

Shares redeemed by the Company shall be cancelled.

Any shareholder may in principle request conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class by applying for conversion in the same manner as for the redemption of shares, provided that the Board may impose such restrictions to conversions as disclosed in the sales documents, and may make conversion subject to payment of a charge as specified in the sales documents. The number of shares issued upon conversion will be based upon the respective net asset values of the two classes concerned on the common Valuation Day for which the conversion request is accepted. If there is no common Valuation Day for any two classes, the conversion will be made on the basis of the net asset value calculated on the next following Valuation Day of each of the two classes concerned.

No redemption or conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the Board, be for an amount of less than that of the minimum holding requirement for each shareholder as determined from time to time by the Board.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding as the Board shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.

The Company shall not give effect to any transfer of shares in its register as a consequence of which an investor would not meet the minimum holding requirement.

The Company will require from each shareholder acting on behalf of other investors that any assignment of rights to the shares of the Company be made in compliance with applicable securities laws in the jurisdictions where such assignment is made and that in unregulated jurisdictions such assignment be made in compliance with the minimum holding requirement.

**Art. 21.** For the purpose of determining the issue, conversion, and redemption price thereof, the net asset value of shares in the Company shall be determined up to at least two decimal places as to the shares of each class of shares by the Company from time to time, but in no instance less than at least twice monthly and subject to regulatory approval, at least once a month, as the Board may decide from time to time and as disclosed in the sales documents of the Company (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Day"). Depending on the volume of issues, redemptions or conversions requested by shareholders, the Company reserves the right to allow for the net asset value per share to be adjusted by dealing and other costs and fiscal charges which would be payable on the effective acquisition or disposal of assets in the relevant class of shares if the net capital activity exceeds, as a consequence of the sum of all issues, redemptions or conversions of shares in such a class, such threshold percentage as may be determined from time to time by the Company, of the class of share's total net assets on a given Valuation Day (herein referred to as "swing pricing technique").

The Board may suspend the determination of the net asset value of shares of any particular class and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as conversion from and to shares of each class if at any time, the Board believes that exceptional circumstances constitute forcible reasons for doing so. Such circumstances can arise

(a) if any exchange or Regulated Market on which a substantial portion of any investments of any class of shares is quoted or dealt in, is closed, or if dealings on any such exchange or market are restricted or suspended;

(b) if the disposal of investment by any class cannot be effected normally or without seriously prejudicing the interests of the shareholders or the Company;

(c) during any breakdown in the communications normally employed in valuing any of the assets or when for any reason the price or value of any of the assets attributable to a class cannot promptly and accurately be ascertained; or

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on redemption of shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange.

(e) in case of a decision to liquidate the Company or a class of shares hereof on or after the day of publication of the related notice to shareholders;

(f) during any period when in the opinion of the Board there exist circumstances outside of the control of the Company where it would be impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing in a class of shares; and

(g) during any period when the determination of the net asset value per Share of investment funds representing a material part of the assets of the relevant class is suspended.

Furthermore, and in accordance with the provisions on mergers of the 2010 Law, the Company may temporarily suspend the subscription, the redemption or the conversion of shares in case of a merger of a class, provided that such suspension is justified for the protection of the shareholders.

Notice of any such suspension may be published at the sole discretion of the Board and will be notified to all persons who have applied for, or requested the redemption or conversion of, shares. The Board may also, at its discretion, decide to make a publication in newspapers of the countries in which the Company's shares are offered for sale to the public. Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class of shares.

**Art. 22.** The net asset value of shares of each class of shares shall be expressed as a per share figure in the currency of the relevant class of shares as determined by the Board and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such class, less its liabilities attributable to such class at such time or times as the Board may determine, by the number of shares of the relevant class then outstanding adjusted.

The valuation of the net asset value of the different classes shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

c) all bonds, time notes, shares, stock, units in undertakings for collective investment, debenture stocks, subscription rights and other derivative instruments, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company;

d) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, and

g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) securities listed on regulated markets, which operate regularly and are recognised and open to the public, will be valued at the last available closing prices applicable to the relevant Valuation Day; in the event that there should be several such markets, on the basis of the last available closing prices of the main market for the relevant security. Should the last available closing price for a given security not truly reflect its fair market value, in the opinion of the Board, then that security shall be valued on the basis of the reasonably foreseeable sales proceeds determined prudently and in good faith;

(2) securities not listed or traded on regulated markets, which operate regularly and are recognised and open to the public, will be valued on the basis of the probable sales proceeds determined prudently and in good faith by the Board;

(3) shares or units in underlying open-ended investment funds shall be valued on the basis of the last available net asset value (whether final or estimated) of the shares or units of such underlying open-ended investment funds;

(4) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(5) The financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued in accordance with market practice as may be further disclosed in the sales documents of the Company;

(6) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner.

Any assets held in a particular class not expressed in the reference currency of the class will be translated into such reference currency at the rate of exchange prevailing in a recognised market on the Business Day preceding the Valuation Day. The same rule shall supply mutatis mutandis in relation to sub-classes.

In the event that the quotations of certain assets held by the Company should not be available for calculation of the Net Asset Value per Share of a class, each one of these quotations might be replaced by its last known quotation (provided this last known quotation is also representative) preceding the last quotation or by the last appraisal of the last quotation as of the relevant Valuation Day, as determined by the Board.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Board may, at its discretion, prudently and in good faith follow other methods of valuation to be used if they consider that such method of valuation better reflects such value and is in accordance with good accounting practice, in order to achieve a fair valuation of the assets of the Company.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

a) all borrowings, bills and other amounts due;

b) all administrative and other operational expenses due or accrued (including but not limited to investment advisory fee or management fee, depositary fee and corporate agents' fees) and any other fee payable to any other representatives or agents of the Company;

c) all known liabilities, due or not yet due, including the amount of unpaid dividends declared but unpaid;

d) an appropriate amount set aside for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves if any authorised and approved by the Board and

e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company.

In determining the amount of such liabilities the Board shall take into account all expenses payable by the Company comprising formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers and/or management company, fees and expenses payable to its directors or officers, its accountants, depositary and its correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees and expenses incurred in connection with the general infrastructure of the Company, the listing of the shares of the Company at any stock exchange or to obtain a quotation on another regulated market, fees for legal or auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the prospectuses, explanatory memoranda, registration statements, or of interim and annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, currency conversion costs, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Com-



pany may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. There shall be established a pool of assets for each class of shares in the following manner:

a) the proceeds from the issue of one or several classes shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for the class or classes, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

b) if within any pool class specific assets are held by the Company for a specific class of shares, the value thereof shall be allocated to the class concerned and the purchase price paid therefore shall be deducted, at the time of acquisition, from the proportion of the other net assets of the relevant pool which otherwise would be attributable to such class;

c) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool or, if applicable, the same class of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool and/or class;

d) where the Company incurs a liability which relates to any asset attributable to a particular pool or class of shares or to any action taken in connection with an asset attributable to a particular portfolio or class of shares, such liability shall be allocated to the relevant portfolio and/or class of shares;

e) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool or class of shares, such asset or liability shall be equally divided between all the pool or, insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the pool or, as the case may be, the classes, prorata to the net asset values;

f) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such dividends;

g) upon the payment of an expense attributable to a specific pool or a particular class of shares, the amount thereof shall be deducted from the assets of the pool concerned and, if applicable, from the proportion of the net assets attributable to the class concerned;

h) if there have been created within a class, as provided in Article five, sub-classes, the allocations rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such sub-classes.

D. Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of transferable securities, money market instruments and other assets in which the Company is authorised to invest, and the entitlement of each share class which is issued by the Company in relation with a same portfolio will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each pool on behalf of one specific share class or several specific share classes, assets which are class specific and kept separate from the portfolio which is common to all share classes related to such portfolio and there may be assumed on behalf of such class or share classes specific liabilities.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the share classes related to a same portfolio which shall be allocable to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied mutatis mutandis.

The percentage of the net asset value of the common portfolio of any such portfolio to be allocated to each class of shares shall subject to any other provision in the sales documents of the Company be determined as follows:

1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each share class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;

2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant share class;

3) if in respect of one share class the Company acquires specific assets or pays class specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to such class shall be reduced by the acquisition cost of such class specific assets, the specific expenses paid on behalf of such class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of such class;

4) the value of class specific assets and the amount of class specific liabilities are attributed only to the share class or classes to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the net asset value per share of such specific share class or classes.

E. For the purposes of this Article:

a) shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

b) shares of the Company to be redeemed under Article twenty-two hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

c) all investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in the reference currency in which the net asset value of any class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares and

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

If the Board so determines, the net asset value of the shares of each class may be converted at the middle market rate into such other currencies than the currency of denomination of the relevant class, referred to above, and in such case the issue and redemption price per share of such class may also be determined in such currency based upon the result of such conversion.

If an equalisation account is being operated an equalisation amount is payable.

#### **Art. 23.**

1. The Board may invest and manage all or any part of the portfolios of assets established for one or more classes (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. It may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

2. The assets of the Enlarged Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.

3. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

4. The Board may in addition authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg or foreign collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations.

**Art. 24.** Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the net asset value as hereinabove defined for the relevant class of shares plus any adjustment or charge, including but not limited to any applicable swing pricing technique and such sales charge, if any, as the sale documents may provide. The price per share will be rounded upwards or downwards as the Board may resolve. The price so determined shall be payable within the period of time set out in the sales documents.

**Art. 25.** The accounting year of the Company shall begin on 1 June of each year and shall terminate on 31 May of the next year. The first accounting year shall start upon incorporation and terminate on 31 May 2015.

The accounts of the Company shall be expressed in Euro. When there shall be different classes as provided for in Article five hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into Euro and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Company.

**Art. 26.** Class meetings shall, upon proposal from the Board and within the limits provided by Luxembourg law, determine how the results of the Company shall be disposed of, and may from time to time declare distributions, or authorise the Board to declare distributions.

For any class(es) entitled to distributions, the Board may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law. The annual general meeting shall ratify any interim dividends resolved by the Board.

The dividends declared will normally be paid in the currency in which the relevant class is expressed or, in exceptional circumstances, in any other currency as selected by the Board and may be paid at any other places and times as may be determined by the Board.

Distributions may consist of income, capital gains and capital.

No distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Company becomes less than the minimum prescribed by law.

**Art. 27.** In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Amounts unclaimed at the close of liquidation will be deposited in escrow at the Caisse de Consignation in Luxembourg for the benefit of the persons entitled thereto. Amounts not claimed within the prescription period may be forfeited in accordance with applicable provisions of Luxembourg law.

**Art. 28.** These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the

holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

**Art. 29.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies as amended and the 2010 Law.

*Subscription and payment*

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Shareholder	subscribed capital	Number of paid-in shares
Groupe La Française . . . . .	31,000 EUR	310
Total . . . . .	31,000 EUR	310

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary.

*Statements*

The notary drawing up this deed declares that the conditions set forth in Article 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

*Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

*Extraordinary general meeting*

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as having received due notice, has immediately held an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, it/he/she has passed the following resolutions by unanimous vote.

*First resolution*

The following persons are appointed directors for a period ending with the next annual general meeting:

- Pierre Lasserre, born on 10 January 1948 in Casablanca, Morocco, Chairman of the Board of Directors of Director of Alternativa, residing professionally at 173 Boulevard Haussmann, 75008 Paris.
- Alain Gerbaldi, born on 27 January 1948 in Paris, France, Member of the supervisory board of La Française AM International, residing professionally at 4A rue Henri Schnadt, L-1015 Luxembourg.
- Sofiane Haj-Taieb, born on 11 December 1970 in Sfax, Tunisia, General director of La Française Investment Solutions, residing professionally at 173 Boulevard Haussmann, 75008 Paris.

*Second resolution*

The registered office is fixed at 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

*Third resolution*

The following is elected as independent auditor for a period ending with the next annual general meeting:

PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: C.BALME et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 14 avril 2014. Relation: LAC/2014/17562. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

Pour expedition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2014.

Référence de publication: 2014057257/682.

(140066122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2014.

**Petrofox S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 153.294.

Petrofox S.A.

Société anonyme

Registered office: 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

Share capital: EUR 31.000,-

R.C.S. Luxembourg: B 153.294

Sandpiper 4 sp. z o.o.

Spółka z ograniczona odpowiedzialnoscia

Registered office: Rondo ONZ 1, 00-124 Warsaw, Poland

Share capital: PLN 32,533,200.-

Polish Registry Court N° (KRS): 0000465306

**COMMON DRAFT TERMS OF CROSS-BORDER MERGER**

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eighth day of March.

Before Maître Gérard LECUIT, notary, residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1. Petrofox S.A., a joint stock company (société anonyme) incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at L-2163 Luxembourg, 40, Avenue Monterey, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 153.294, (hereafter, the "Disappearing Company"),

represented by Mr. Melvin ROTH, attorney-at-law with professional address in Luxembourg, duly empowered for the purposes thereof by a resolution of the management board of the Disappearing Company dated March 3, 2014.

2. Sandpiper 4 sp. z o.o., a limited liability company (spółka z ograniczona odpowiedzialnoscia), incorporated under the laws of Poland, having its registered office at Rondo ONZ 1, 00-124 Warsaw, Poland, registered with the register of entrepreneurs of the National Court Register kept by the District Court for the Capital City of Warsaw in Warsaw, 12<sup>th</sup> Commercial Division of the National Court Register under number 0000465306, (hereafter, the "Acquiring Company"),

represented by Mrs. Catherine L'HOTE-TISSIER, attorney-at-law with professional address in Luxembourg, duly empowered for the purposes thereof by a resolution of the management board of the Acquiring Company dated March 3, 2014.

A copy of the abovementioned resolutions, signed ne varietur by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

*Preamble*

In relation to the contemplated cross-border merger process pursuant to which the Acquiring Company shall absorb the Disappearing Company (the "Merger"), the respective management corporate bodies of the abovementioned companies (hereafter together referred to as the "Merging Companies") have agreed on the following common draft terms of merger (the "Common Draft Terms of Merger") and declared that:

- The Acquiring Company is the sole shareholder of the Disappearing Company and owns 31.000 ordinary shares of the Disappearing Company, representing 100% of its share capital.

- The purpose of the Merger is to improve the efficient operations of the Merging Companies.

- It is intended that the activities of the Disappearing Company shall be continued by the Acquiring Company.

- Neither of the Merging Companies has, as of the date hereof, been dissolved, declared bankrupt or otherwise been granted a suspension of payments.

- The Common Draft Terms of Merger contains the provisions concerning the Merger of the Merging Companies in accordance with the implemented provisions of Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of October 26, 2005 on cross-border mergers of limited liability companies, as amended (the "Directive"), and in accordance with the national laws of Poland and Luxembourg.

- The composition of the management of the Acquiring Company will not change as a result of the Merger and the members of the management corporate bodies of the Disappearing Company will be fully discharged of their obligations.

**1. Context.** Due to the fact that the Merger shall entail absorption of the Disappearing Company by the Acquiring Company, the process shall be governed by the law applicable to the Acquiring Company, i.e. the Polish law. At the same time, the Merger shall also comply with the regulations of the law of the Grand Duchy of Luxembourg.

The Acquiring Company holds one hundred percent (100%) of the issued and paid up share capital of the Disappearing Company and the Merger may thus be operated in accordance with the provisions of article 492 § 1 point 1 and following as well as article 516<sup>1</sup> and following of the Polish Commercial Companies Code of September 15, 2000 (the "Polish CCC"), establishing the rules of mergers of Polish companies with foreign companies.

Furthermore, the Merger shall be operated in accordance with the provisions of articles 257 and following of the Luxembourg law of August 10, 1915 concerning commercial companies (the "Luxembourg Law") which explicitly authorises the merger of a Luxembourg company and a foreign company provided that the laws applicable to such foreign company do not prohibit such a merger, including in particular articles 278 and following of the Luxembourg Law relating to simplified merger procedures.

## **2. Characteristics of the contemplated merger.**

### **2.1. Cross-border Merger**

The respective management corporate bodies of the Merging Companies have decided to propose that the Disappearing Company shall be merged into the Acquiring Company and, for this purpose, in accordance with article 274 of the Luxembourg Law and articles 492 § 1 Point 1) and 494 of the Polish CCC. The Disappearing Company shall thus transfer ipso jure and simultaneously all its assets and liabilities (the "Assets and Liabilities") to the Acquiring Company.

As the Acquiring Company is the sole shareholder of the Disappearing Company, the Merger shall be performed in accordance with a simplified procedure as provided in article 506 and 516<sup>15</sup> of the Polish CCC, as well as in accordance with article 278 and following of the Luxembourg Law.

### **2.2. Characteristics of the Merging Companies**

2.2.1. Petrofox S.A. is a joint stock company (société anonyme) incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at L-2163 Luxembourg, 40, Avenue Monterey, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 153.294,

The Disappearing Company has a share capital of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) represented by thirty-one thousand (31.000) ordinary shares, all with a nominal value of one euro (EUR 1.00.-) each, all of which are fully paid up.

2.2.2. Sandpiper 4 sp. z o.o. is a limited liability company (spółka z ograniczona odpowiedzialnoscia), incorporated under the laws of Poland, having its registered office at Rondo ONZ 1, 00-124 Warsaw, Poland, registered with the register of entrepreneurs of the National Court Register kept by the District Court for the Capital City of Warsaw in Warsaw, 12<sup>th</sup> Commercial Division of the National Court Register under number 0000465306,

The Acquiring Company has a share capital of thirty two million five hundred thirty three thousand two hundred zlotys (PLN 32,533,200.-) represented by six hundred fifty thousand six hundred sixty four (650,664) shares all with a nominal value of fifty zloty (PLN 50.-) each, all of which are fully paid up.

2.2.3. The company resulting from the Merger is the Acquiring Company. The Disappearing Company will cease to exist after the Merger takes effect. It is not contemplated to amend the form or the articles of association of the Acquiring Company in the scope of the Merger. The articles of association of the Acquiring Company established by the extraordinary meeting of shareholders of the Acquiring Company on March 19, 2014 will remain unchanged and are attached to the present deed for information purposes.

### **2.3. Effective date of the Merger between the Merging Companies**

According to article 12 of the Directive, the law of the Member State, to whose jurisdiction the company resulting from the cross-border merger is subject, shall determine the date on which the cross-border merger takes effect. Therefore, in accordance with article 493 § 2 of the Polish CCC, the Merger will become effective between the Merging Companies when the Merger will be registered with the Polish Registry Court of the Acquiring Company (the "Merger Date").

### **2.4. Accounting effect of the Merger between the Merging Companies**

2.4.1. The accounting effect of the Merger shall occur at the Merger Date as defined above in section 2.3., and the operations of the Disappearing Company shall, for accounting purposes, be treated as being carried out on behalf of the Acquiring Company as from such date.

2.4.2. Accounting books of the Disappearing Company shall be closed as a result of the Merger with an effect as on the Merger Date as provided for in section 2.3. above.

2.4.3. From the Merger Date, the Assets and Liabilities of the Disappearing Company will continue to have their book and tax value in the accounts of the Acquiring Company.

## **3. Specifications of the merger.**

### **3.1. Accounting statements**

The terms of the Common Draft Terms of Merger have been determined on the basis of the approved annual accounts (including the balance sheet, profit and loss accounts, the management report, and the annexes relating thereto) of the Disappearing Company for the financial year ending on December 31, 2013, as well as interim accounts as of February 1, 2014 drawn up using the same methods and the same presentation as the last annual balance sheet, and the approved annual accounts (including the balance sheet, profit and loss accounts, the management report, and the annexes relating

thereto) of the Acquiring Company for the financial year ending on December 31, 2013, as well as interim accounts as of February 1, 2014.

### 3.2. Valuation of the Assets and Liabilities of the Disappearing Company to be transferred to the Acquiring Company

In accordance with article 516<sup>3</sup> point 13) of the Polish CCC, value of the Assets and Liabilities of the Disappearing Company has been established as of February 1, 2014 i.e. the month preceding the filing of a motion to announce the Common Draft Terms of Merger. Valuation was based on the interim accounts of the Disappearing Company prepared as of February 1, 2014 according to which:

- the value of assets of the Disappearing Company amounts to: EUR 7,495,893.- (seven million four hundred ninety five thousand eight hundred ninety three) (PLN 31,758,599.- (thirty one million seven hundred fifty eight thousand five hundred ninety nine) according to the average exchange rate (EUR 1 = PLN 4.2368) of the Polish National Bank published on January 31, 2014).

- the value of liabilities of the Disappearing Company amounts to: EUR 7,495,893.- (seven million four hundred ninety five thousand eight hundred ninety three) (PLN 31,758,599.- (thirty one million seven hundred fifty eight thousand five hundred ninety nine) according to the average exchange rate (EUR 1 = PLN 4.2368) of the Polish National Bank published on January 31, 2014).

The interim accounts of the Disappearing Company as of February 1, 2014 will remain attached to these Common Draft Terms of Merger.

### 3.3. Exchange ratio, transfer of shares; share in profits of the Acquiring Company

As a result of the Merger, the Disappearing Company shall cease to exist and all its shares in issue shall be cancelled. No shares of the Acquiring Company shall be redeemed or issued. Thus, no ratio of exchange of shares of the Merging Companies or of any other securities is established.

In connection with the fact that the Disappearing Company has not issued any securities other than its shares and since the Acquiring Company is the sole shareholder of the Disappearing Company, this Common Draft terms of Merger does not specify the date from which the securities and the shares would entitle their holders to share in profits of the Acquiring Company.

### 3.4. Special rights and advantages

3.4.1. No particular rights are granted to the shareholders of the Merging Companies having special rights or to the holders of securities other than shares.

3.4.2. No particular advantage is granted to the members of the respective management corporate bodies of the Merging Companies in the scope of the Merger.

### 3.5. Expert report

In accordance with article 516<sup>15</sup> of the Polish CCC and article 278 §1 of the Luxembourg Law, neither an examination of the Common Draft Terms of Merger by an expert nor an expert report are required. Thus, no special advantages are granted to experts.

### 3.6. Provisions regarding employees of the Merging Companies

As of the date of the Common Draft Terms of Merger, the Merging Companies have no employees. Therefore the Merger shall have no impact on employment matters of the Merging Companies and no information is required concerning the procedure by which arrangements for the involvement of the employees are determined.

### 3.7. Protection of the minority shareholders of the Merging Companies

There are no minority shareholders in the Disappearing Company. The Merger shall therefore have no impact in this respect.

There are minority shareholders in the Acquiring Company. Bearing in mind that the Acquiring Company is a Polish company, the provisions of article 516<sup>11</sup> of the Polish CCC do not apply. Protection of minority shareholders is secured through the shareholders' right to file a claim, to cancel or invalidate (nullify) a resolution of the general meeting of shareholder of the Acquiring Company on the Merger of the Merging Companies.

### 3.8. Protection of the creditors of the Merging Companies

3.8.1. As a result of the Merger, the Acquiring Company will acquire all the Assets and Liabilities of the Disappearing Company based on the universal succession principle and the Disappearing Company shall cease to exist.

Due to the fact that the Acquiring Company holds all shares in the share capital of the Disappearing Company and that both entities are solvent, the Merger shall have no impact on the situation of the creditors of the Merging Companies.

3.8.2. According to article 268 of the Luxembourg Law, Creditors of the Merging Companies, whose claims predate the date of publication of the deeds recording the Merger provided for by Article 273 of Luxembourg Law may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two months of that publication to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the debtor company is located and sitting as in urgency matters, to obtain adequate safeguard of collateral for any matured or unmatured debts, where the Merger would make such protection necessary.

The president of the court shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the assets and liabilities of the company after the Merger.

The debtor company may cause the application to be turned down by paying the creditor, even if it is a term debt. If the safeguards are not provided within the time limit prescribed, the debt shall immediately fall due.

3.8.3. In connection with the fact that the Acquiring Company is a Polish company, the provisions of articles 495 and 496 of the Polish CCC will apply to protect creditors.

Creditors of the Acquiring Company who submitted their claims within 6 (six) months of the date of the Merger announcement and substantiate that their satisfaction is threatened by the Merger, may demand that their claims be secured.

The Acquiring Company will manage the assets of the Acquiring Company and the Disappearing Company separately until the day all creditors whose debt claims arose before the Merger date and who demanded payment in writing before the laps of 6 (six) months of the Merger announcement are satisfied or secured.

In the period when the Acquiring Company separately manages the assets of the Acquiring Company and the Disappearing Company, the creditors of the Disappearing Company will have priority before creditors of the Acquiring Company in the satisfaction from the assets of the Disappearing Company, whereas the creditors of the Acquiring Company will have priority before creditors of the Disappearing Company in the satisfaction from the assets of the Acquiring Company.

3.8.4. Full information about the Merger and the arrangements made for the exercise of the rights of creditors and shareholders shall be available, free of charge, to creditors and shareholders of the Merging Companies at the offices of the Merging Companies.

### 3.9. Availability of the Merger documents to shareholders of the Merging Companies

The documents referred to in article 516<sup>7</sup> paragraph 1, points 1-3 of the Polish CCC and the documents referred to in article 267, paragraph 1, a), b), c) and d) of the Luxembourg Law will be available at least one month before the date of the general meeting of shareholders of the Acquiring Company which is to adopt the Merger for inspection by the shareholders of the Merging Companies at the respective registered office of the Merging Companies.

**4. Filing and publication of the common draft terms of merger.** According to article 262 of the Luxembourg Law, the Common Draft Terms of Merger shall be published in accordance with article 9 of the Luxembourg Law and in Poland according to local regulations.

In accordance with article 516<sup>4</sup> § 1 of the Polish CCC, the Acquiring Company shall announce the draft terms of a cross-border merger or make it available to the public, free of charge, not later than a month prior to the date of the general meeting of shareholders which is to adopt the Merger.

**5. Realisation of the merger.** The Merger shall be approved by the general meeting of shareholders of the Acquiring Company. The general meeting can only take place at least one month after the Common Draft Terms of Merger have been published in accordance with section 4 above.

**6. Reporting and recording.** According to article 13 of the Directive, the registry for the registration of the Acquiring Company, i.e. the Polish Registry Court, shall notify, without delay, the registry in which the Disappearing Company was required to file documents that the Merger has taken effect.

According to article 273ter (3) of the Luxembourg Law, the Disappearing Company shall be de-registered on receipt, by the Luxembourg Trade and Companies register, of the notification of the effectiveness of the Merger by the Polish Registry Court, having jurisdiction over the Acquiring Company.

In accordance with article 516<sup>13</sup> of the Polish CCC, the management board of the Acquiring Company shall file the motion on cross-border merger to the Polish Registry Court having jurisdiction for the seat of the Acquiring Company so that it be registered in the register. The Polish Registry Court shall notify without delay the registration of the Merger in the register to the registration body competent for the Disappearing Company.

### 7. Other declarations.

7.1. Due to the fact the Merger shall be performed in a simplified procedure, these Common Draft Terms of Merger are not subject to any approval by resolution of a general meeting of shareholders of the Disappearing Company.

7.2. The Merger shall have no influence on the goodwill and the distributable reserves of the Acquiring Company.

7.3. The Merging Companies will comply with all the current legal provisions relating to the statements to do for the payment of any possible taxation or tax resulting from the definitive completion of the transfers made in relation to the Merger.

7.4. Company documents of the Disappearing Company will be kept for the legal time period at the registered office of the Acquiring Company.

### *Expenses and Rights:*

All expenses, fees and remuneration of all kind due in relation to the merger will be assumed by the Acquiring Company and are estimated to approximately one thousand five hundred euros (1,500.-EUR). The Acquiring Company will settle,

if the case arises, the taxes due by the Disappearing Company on the capital and on the profits regarding the financial years that have not been taxed yet.

In accordance with the provisions of article 271(2) of the Law, the undersigned notary certifies the existence and legality of the deeds and formalities falling to the Merging Companies as well as of the present merger proposal.

The undersigned notary who understands English, states herewith that on request of the parties mentioned above, the present deed is worded in English and is followed by a French version. On request of the parties mentioned above, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

Whereas this deed has been read and signed by Us Notary and the appearing parties already known to the notary by the surname, first name, civil status and residence.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit mars.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. Petrofox S.A., une société anonyme constituée sous le droit du Luxembourg, avec siège social sis au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153 294 (ci-après dénommée la «Société Absorbée»),

ci-représentée par Monsieur Melvin ROTH, avocat avec adresse professionnelle sise à Luxembourg, dûment habilité aux fins des présentes par une résolution du conseil d'administration de la Société Absorbée adoptée en date du 3 mars 2014.

2. Sandpiper 4 sp. z o.o., une société à responsabilité limitée (spółka z ograniczona odpowiedzialnoscia) constituée sous le droit polonais, avec siège social sis: Rondo ONZ 1, 00-124 Varsovie, Pologne, enregistrée auprès du registre des entreprises tenu par le Tribunal d'Arrondissement de la capitale polonaise de Varsovie, 12<sup>e</sup> Division Commerciale du Registre National polonais des Entreprises sous le numéro 0000465306 (ci-après dénommée la «Société Absorbante»),

ci-représentée par Madame Catherine L'HOTE-TISSIER, avocate avec adresse professionnelle sise à Luxembourg, dûment habilitée aux fins des présentes par une résolution du conseil d'administration de la Société Absorbante adoptée en date du 3 mars 2014.

Copies des résolutions ci-dessus, signées ne varietur par les mandataires des parties comparantes et par le notaire soussigné, resteront jointes au présent acte pour être enregistrées ensemble avec lui auprès des autorités compétentes.

### Préambule

En considération de la fusion transfrontalière envisagée, en vertu de laquelle la Société Absorbante absorbe la Société Absorbée (ci-après la «Fusion»), les différents organes sociaux des sociétés prémentionnées (ci-après et conjointement dénommées les «Sociétés Fusionnantes») se sont accordés sur le projet de fusion qui suit (ci-après le «Projet de Fusion»), et ont déclaré ce qui suit:

- La Société Absorbante est l'actionnaire unique de la Société Absorbée et détient 31.000 actions ordinaires de Société Absorbée, représentant 100% de son capital social.

- L'objectif de la Fusion est d'améliorer l'efficacité des opérations des Sociétés Fusionnantes.

- Il est prévu que les activités de la Société Absorbée soient poursuivies par la Société Absorbante.

- Ni l'une ni l'autre des Sociétés Fusionnantes n'a été à ce jour dissoute ni déclarée en état de faillite ou ne s'est autrement vue accorder une suspension de paiements.

- Le Projet de Fusion contient les dispositions concernant la Fusion des Sociétés Fusionnantes conformément aux dispositions mises en oeuvre par la Directive 2005/56/CE du Parlement Européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières de sociétés à responsabilité limitée, telle que modifiée, (ci-après la «Directive») et conformément aux lois nationales de la Pologne et du Luxembourg.

- La composition des membres dirigeants de la Société Absorbante ne sera pas modifiée par la Fusion, et les membres dirigeants des organes sociaux de la Société Absorbée seront entièrement déchargés de leurs obligations.

**1. Contexte.** Étant donné que la Fusion impliquera l'absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante, le processus sera régi par la loi applicable à la Société Absorbante, c'est-à-dire la loi polonaise. En même temps, la Fusion se conformera également aux dispositions de la loi du Grand-duché de Luxembourg.

La Société Absorbante détient cent pour cent (100%) du capital social émis et libéré de la Société Absorbée, et la Fusion peut de ce fait être effectuée conformément aux dispositions de l'article 492 paragraphe 1, alinéa 1 et suivants ainsi que de l'article 516<sup>1</sup> et suivants du Code Polonais des Sociétés Commerciales du 15 septembre 2000 (ci-après le «Code polonais») définissant les règles applicables à la fusion de sociétés de droit polonais avec des sociétés étrangères.

De plus, la Fusion est effectuée conformément aux articles 257 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la «Loi luxembourgeoise») qui autorisent explicitement la fusion d'une société luxembourgeoise



avec une société étrangère, à condition que les lois applicables à la société étrangère ne l'interdisent pas, y compris en particulier les articles 278 et suivants de la Loi luxembourgeoise concernant la procédure de fusion simplifiée.

## **2. Caractéristiques de la fusion envisagée.**

### **2.1. Fusion transfrontalière**

Les différents organes sociaux des Sociétés Fusionnantes ont décidé de proposer que la Société Absorbée fusionne avec la Société Absorbante et qu'à cette fin, et conformément à l'article 274 de la Loi luxembourgeoise et à l'article 492 paragraphe 1, alinéa 1 et à l'article 494 du Code polonais, la Société Absorbée transfère ipso jure et simultanément l'ensemble de ses actifs et passifs (ci-après «les Actifs et Passifs») à la Société Absorbante.

La Société Absorbante étant l'actionnaire unique de la Société Absorbée, la Fusion sera effectuée conformément à la procédure simplifiée mise en place par les articles 506 et 516<sup>15</sup> du Code polonais, et conformément aux articles 278 et suivants de la Loi luxembourgeoise.

### **2.2. Caractéristiques des Sociétés Fusionnantes**

2.2.1. Petrofox S.A. est une société anonyme constituée sous le droit du Luxembourg, avec siège social à L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153294.

La Société Absorbée possède un capital social de trente et un mille Euros (EUR 31.000,-) représenté par trente et un mille (31.000) actions ordinaires d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1-) chacune, toutes intégralement libérées.

2.2.2. Sandpiper 4 sp. z o.o. est une société à responsabilité limitée (spółka z ograniczona odpowiedzialnoscia) constituée sous le droit polonais, avec siège social à Rondo ONZ 1, 00-124 Varsovie, Pologne, enregistrée auprès du registre des entreprises tenu par le Tribunal d'Arrondissement de la capitale polonaise de Varsovie, 12<sup>e</sup> Division Commerciale du Registre National polonais des Entreprises sous le numéro 0000465306.

La Société Absorbante possède un capital social d'un montant de trente-deux millions cinq cent trente-trois mille deux cents Zlotys (PLN 32.533.200,-), représenté par six cent cinquante mille six cent soixante-quatre (650.664) actions d'une valeur nominale de cinquante Zlotys (PLN 50,-), chacune, toutes intégralement libérées.

2.2.3. La société issue de la Fusion est la Société Absorbante. La Société Absorbée cessera d'exister dès lors que la Fusion sera devenue définitive. Il n'est pas prévu de modifier la forme légale ni d'amender les statuts de la Société Absorbante dans le cadre de la Fusion. Les statuts de la Société Absorbante, adoptés par les actionnaires de la Société Absorbante lors de l'assemblée extraordinaire du 19 mars 2014, demeureront inchangés et sont annexés aux présentes à titre d'information.

### **2.3. Date effective de la Fusion entre les Sociétés Fusionnantes**

Selon l'article 12 de la Directive, la législation de l'État membre dont relève la société issue de la fusion transfrontalière détermine la date à laquelle la fusion transfrontalière prend effet. De ce fait, et conformément à l'article 493 paragraphe 2 du Code polonais, la Fusion prendra effet entre les Sociétés Fusionnantes dès lors que la Fusion sera enregistrée auprès du Registre polonais de la Société Absorbante (ci-après la «Date de Fusion»).

### **2.4. Effet comptable de la Fusion entre les Sociétés Fusionnantes**

2.4.1. L'effet comptable de la Fusion prendra effet à la Date de Fusion définie au paragraphe 2.3. ci-dessus, et les opérations de la Société Absorbée seront du point de vue comptable traitées à partir de cette date comme étant effectuées pour le compte de la Société Absorbante.

2.4.2. Les livres comptables de la Société Absorbée seront clos à la suite de la Fusion avec effet à la Date de Fusion ainsi que défini au paragraphe 2.3. ci-avant.

2.4.3. À partir de la Date de Fusion, les Actifs et Passifs de la Société Absorbée continueront de posséder leur valeur du point de vue comptable et fiscal dans les comptes de la Société Absorbante.

## **3. Spécificités de la Fusion.**

### **3.1. Etats comptables**

Les termes du Projet de Fusion ont été déterminés sur base des comptes annuels approuvés (y compris le bilan, le compte de pertes et profits, le rapport de gestion et les annexes y afférentes) de la Société Absorbée pour l'exercice social clos au 31 décembre 2013, ainsi que des comptes intérimaires arrêtés au 1<sup>er</sup> février 2014 établis selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que le dernier bilan annuel, et des comptes annuels approuvés (y compris le bilan, le compte de pertes et profits, le rapport de gestion et les annexes y afférentes) de la Société Absorbante pour l'exercice social clos au 31 décembre 2013, ainsi que des comptes intérimaires arrêtés au 1<sup>er</sup> février 2014.

### **3.2. Évaluation des Actifs et Passifs de la Société Absorbée devant être transférés à la Société Absorbante**

Conformément au point 13) de l'article 516<sup>3</sup> du Code polonais, la valeur des Actifs et Passifs de la Société Absorbée a été établie au 1<sup>er</sup> février 2014, i.e. le mois précédent le dépôt du Projet de Fusion. L'évaluation a été basée sur les comptes intérimaires de la Société Absorbée au 1<sup>er</sup> février 2014, selon lesquels:

- la valeur des actifs de la Société Absorbée est de EUR 7.495.893,- (sept millions quatre cent quatre-vingt-quinze mille huit cent quatre-vingt-treize) (PLN 31.758.599,- (trente et un millions sept cent cinquante-huit mille cinq cent quatre-

vingt-dix-neuf) sur base du taux de change moyen (EUR 1 = PLN 4,2368) de la Banque Nationale de Pologne publié le 31 janvier 2014.

- la valeur des passifs de la Société Absorbée est de EUR 7.495.893,- (sept millions quatre cent quatre-vingt-quinze mille huit cent quatre-vingt-treize) (PLN 31.758.599,- (trente et un millions sept cent cinquante-huit mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf) sur base du taux de change moyen (EUR 1 = PLN 4,2368) de la Banque Nationale de Pologne publié le 31 janvier 2014.

Les comptes intérimaires de la Société Absorbée au 1<sup>er</sup> février 2014 resteront annexés au présent Projet de Fusion.

### 3.3. Rapport d'échange des actions; participation aux bénéfices de la Société Absorbante

Suite à la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et toutes ses actions émises seront annulées. Aucune action de la Société Absorbante ne sera rachetée ni émise. De ce fait, aucun rapport d'échange des actions des Sociétés Fusionnantes ni d'aucuns autres titres n'est établi.

Eu égard au fait que la Société Absorbée n'a émis aucun titre hormis ses actions et que la Société Absorbante est l'actionnaire unique de la Société Absorbée, le Projet de Fusion ne précise pas la date à partir de laquelle les titres et actions permettront à leurs porteurs de participer aux bénéfices de la Société Absorbante

### 3.4. Droits spéciaux et avantages

3.4.1. Aucun droit particulier n'est accordé aux actionnaires des Sociétés Fusionnantes ni aux porteurs de titres autres que des actions.

3.4.2. Aucun avantage particulier n'est accordé aux membres dirigeants des organes sociaux respectifs des Sociétés Fusionnantes dans le cadre de la Fusion.

### 3.5. Rapport d'expert

Conformément à l'article 516<sup>15</sup> du Code polonais et à l'article 278 § 1 de la Loi luxembourgeoise, ni un examen du Projet de Fusion par un expert ni un rapport d'expertise n'est requis. Aucun avantage spécial n'est de ce fait accordé à des experts.

### 3.6. Dispositions concernant les employés des Sociétés Fusionnantes

Les Sociétés Fusionnantes n'ont à la date du Projet de Fusion aucun employé. La Fusion n'aura de ce fait aucun impact sur les matières relatives à l'emploi, et aucune information sur les procédures selon lesquelles les modalités relatives à l'implication des travailleurs sont fixées, n'est requise.

### 3.7. Protection des actionnaires minoritaires des Sociétés Fusionnantes

Il n'existe aucun actionnaire minoritaire de la Société Absorbée. La Fusion n'aura de ce fait aucun impact sur ce point.

La Société Absorbante possède quant à elle des actionnaires minoritaires. Tenant compte du fait que la Société Absorbante est une société de droit polonais, les dispositions de l'article 516<sup>11</sup> du Code polonais ne sont pas d'application. La protection des actionnaires minoritaires est assurée par le droit des actionnaires de déposer une réclamation, d'annuler ou d'invalider (rendre nulle et non avenue) une résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante sur la Fusion des Sociétés Fusionnantes.

### 3.8. Protection des créanciers des Sociétés Fusionnantes

3.8.1. Suite à la Fusion, la Société Absorbante acquerra l'ensemble des Actifs et Passifs de la Société Absorbée sur base du principe universel de la succession, et la Société Absorbée cessera d'exister.

En raison du fait que la Société Absorbante détient l'intégralité du capital social de la Société Absorbée, et que ces deux entités sont solvables, la Fusion n'aura aucun impact sur la situation des créanciers des Sociétés Fusionnantes.

3.8.2. Conformément à l'article 268 de la Loi luxembourgeoise, les créanciers des sociétés qui fusionnent, dont la créance est antérieure à la date de la publication des actes constatant la fusion prévue à l'article 273 peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la société débitrice a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où ils peuvent démontrer, de manière crédible, que la fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que la société ne leur a pas fourni de garanties adéquates. Le président rejette cette demande, si le créancier dispose de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires, compte tenu de la situation financière de la société après la fusion. La société débitrice peut écarter cette demande en payant le créancier même si la créance est à terme.

Si la sûreté n'est pas fournie dans le délai fixé, la créance devient immédiatement exigible.

3.8.3. En raison du fait que la Société Absorbante est une société de droit polonais, les dispositions des articles 495 et 496 du Code polonais seront d'application afin de protéger les créanciers.

Les créanciers de la Société Absorbante ayant déposé leur réclamation endéans les six (6) mois de la date de l'annonce de la Fusion, et qui sont en mesure d'établir que la satisfaction de leurs droits est menacée par la Fusion, pourront exiger que leurs créances soient garanties.

La Société Absorbante gèrera les actifs de la Société Absorbante et de la Société Absorbée de manière distincte jusqu'au jour où l'ensemble des créanciers dont les créances sont survenues avant la date de la Fusion et qui ont exigé leur paiement par écrit avant l'expiration des six (6) mois suivant l'annonce de la Fusion sont satisfaits ou garantis.

Au cours de la période durant laquelle la Société Absorbante gère séparément les actifs de la Société Absorbante et ceux de la Société Absorbée, les créanciers de la Société Absorbée auront priorité sur les créanciers de la Société Absorbante pour se voir satisfaits, à partir des actifs de la Société Absorbée, alors que les créanciers de la Société Absorbante auront priorité sur les créanciers de la Société Absorbée pour se voir satisfaits, à partir des actifs de la Société Absorbante.

3.8.4. Des informations exhaustives concernant la Fusion et les arrangements conclus pour l'exercice des droits des créanciers et des actionnaires seront disponibles, sans frais, pour les créanciers et les actionnaires des Sociétés Fusionnantes aux sièges des Sociétés Fusionnantes.

#### 3.9. Disponibilité des documents de la Fusion pour les actionnaires des Sociétés Fusionnantes

Les documents visés à l'article 516<sup>7</sup> paragraphe 1, points 1 à 3 du Code polonais ainsi que les documents visés à l'article 267 paragraphe 1, a), b), c) et d) de la Loi luxembourgeoise seront mis à disposition un mois au moins avant la date fixée pour l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante tenue aux fins d'approuver la Fusion de manière à pouvoir être examinés par les actionnaires des Sociétés Fusionnantes, aux sièges sociaux respectifs des Sociétés Fusionnantes.

**4. Dépôt et publication du Projet de Fusion.** Conformément à l'article 262 de la Loi luxembourgeoise, le Projet de Fusion sera publié conformément à l'article 9 de la Loi luxembourgeoise, et en Pologne conformément aux réglementations locales.

Conformément à l'article 516<sup>4</sup> paragraphe 1 du Code polonais, la Société Absorbante annoncera le projet de fusion transfrontalière, ou le mettra à la disposition du public, à titre gracieux, au plus tard un mois avant la date fixée pour l'assemblée générale des actionnaires tenue aux fins d'adopter la Fusion.

**5. Réalisation de la Fusion.** La Fusion sera approuvée par l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante. L'assemblée générale ne pourra se tenir qu'après un délai d'au moins un mois après publication du Projet de Fusion conformément à l'article 4 ci-avant.

**6. Rapport et enregistrement.** Conformément à l'article 13 de la Directive, le registre destiné à l'immatriculation de la Société Absorbante notifie sans délai au registre auprès duquel la Société Absorbée était tenue de procéder au dépôt des actes, que la fusion transfrontalière a pris effet.

Conformément à l'article 273ter (3) de la Loi luxembourgeoise, la radiation de la Société Absorbée s'effectue dès réception par le Registre de Commerce et des Sociétés de la notification de la prise d'effet de la fusion par le registre dont relève la Société Absorbante, mais pas avant.

Conformément à l'article 516<sup>13</sup> du Code polonais, le conseil de gestion de la Société Absorbante déposera la motion de fusion transfrontalière auprès du Registre polonais ayant juridiction sur le siège social de la Société Absorbante afin qu'elle soit enregistrée par ledit registre. Le Registre polonais notifiera sans délai l'enregistrement de la Fusion auprès de l'autorité compétente pour la Société Absorbée.

#### 7. Autres déclarations.

7.1. En raison du fait que la Fusion sera effectuée par le biais d'une procédure simplifiée, le présent Projet de Fusion n'est pas soumis à une quelconque approbation par une résolution d'une assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbée.

7.2. La Fusion n'aura aucune influence sur le fonds de commerce ou les réserves distribuables de la Société Absorbante.

7.3. Les Sociétés Fusionnantes se conformeront à toutes les dispositions légales en vigueur concernant les déclarations à faire pour le paiement de tous impôts, taxes ou droits possibles résultant de l'accomplissement définitif des transferts effectués en relation avec la Fusion.

7.4. Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés durant la période légale au siège social de la Société Absorbante.

#### *Frais et Droits:*

Les dépenses, frais, honoraires, rémunérations et charges de toutes espèces dus au titre de la fusion seront supportés par la Société Absorbante et sont estimés à environ mille cinq cents euros (1.500.-EUR). La Société Absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la Société Absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Le notaire soussigné déclare attester, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, de l'existence et de la légalité des actes et des formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes ainsi que du présent projet de fusion.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par le présent acte qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. ROTH, C. L'HOTE-TISSIER, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 1<sup>er</sup> avril 2014. Relation: LAC/2014/15189. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

*Acte constitutif de la société Sandpiper 4, société à Responsabilité Limitée ayant son siège social à Varsovie*

### **Texte coordonné au 19 mars 2014**

#### **§ 1.**

1. Le comparu déclare de constituer la société à la responsabilité limitée, ci-après nommée «La Société»
2. La Société opérera sous la forme d'une entreprise Sandpiper 4 société à la responsabilité limitée.
3. La Société prend la dénomination Sandpiper 4 sp. z o.o. et elle sera identifiée par le logo.

**§ 2.** Le siège social de la Société est établi à Varsovie.

**§ 3.** La société est constituée pour une durée illimitée

**§ 4.** La Société opère sur le territoire de la République Polonaise ou à l'étranger.

**§ 5.** la Société peut créer des agences et des filiales, créer des ateliers de production ou d'autres unités organisatives en Pologne et à l'étranger. Elle peut également participer dans d'autres Sociétés, des organisations économiques sur place et à l'étranger.

#### **§ 6.**

1. Objet de l'activité de la Société:

- 1) PKD 46.7 - Autre vente en gros spécialisée,
- 2) PKD 46.90.Z - Vente en gros non spécialisée,
- 3) PKD 47.1 - Vente en détail dans des magasins non spécialisés,
- 4) PKD 52.10 B. - Dépôt et le stockage d'autres marchandises,
- 5) PKD 58.19.Z - Autre activité d'édition,
- 6) PKD 58.29.Z - Activité liée à l'édition en matière d'autre logiciel,
- 7) PKD 62.01.Z - Activité liée au logiciel,
- 8) PKD 62.02.Z - Activité liée au conseil en matière de l'informatique,
- 9) PKD 62.03.Z - Activité liée à la gestion des outils informatiques,
- 10) PKD 62.09.Z - Autre activité de service en matière des technologies informatiques et d'ordinateur,
- 11) PKD 63.12.Z - Activité des sites d'Internet
- 12) PKD 63.99.Z - Autre activité de service en matière de l'information, non Classifiée,
- 13) PKD 64.19.Z - Autre courtage monétaire,
- 14) PKD 64.20.Z - Activité des holdings financiers,
- 15) PKD 64.91.Z - Leasing financier
- 16) PKD 64.99. Z - Autre activité financière de service, non classifiée, à l'exception des assurances et institutions de retraite,
- 17) PKD 66.19.Z - Autre activité de support pour les services financiers, à l'exception des assurances et des institutions de retraite,
- 18) PKD 68.10.Z - Achat et vente des immobilités à son propre compte,
- 19) PKD 68.20.Z - Bail et la gestion des immobilités propres ou louées,
- 20) PKD 68.32.Z - Gestion des immobilités à la demande,
- 21) PKD 69.20.Z - Activités de conseil et d'assistance en matière fiscale,
- 22) PKD 70.10.Z - Activité des entreprises centrales (head offices) et des holdings, à l'exception des holdings financiers,
- 23) PKD 70.21.Z - Relations interpersonnelles (public relations) et la communication,
- 24) PKD 70.22.Z - Autre conseil en matière de la façon de mener l'activité économique et la gestion,
- 25) PKD 73.1 - Publicité,
- 26) PKD 73.20.Z - Analyse du marché et de l'opinion publique,
- 27) PKD 74.30.Z - Activité liée aux traductions,
- 28) PKD 74.90.Z - Autre activité professionnelle, scientifique et technique, non classifiée,
- 29) PKD 77 - Bail et la location,
- 30) PKD 78.10.Z - Activité liée à la recherche du travail et du personnel,
- 31) PKD 78.20.Z - Fonctionnement de l'agence du travail temporaire,
- 32) PKD 78.30.Z - Autre activité liée à la mise à disposition du personnel,

- 33) PKD 82.1 - Activité liée à l'administration du bureau, y comprise l'activité de support,
  - 34) PKD 82.11.Z - Activité liée à l'administration du bureau,
  - 35) PKD 82.19.Z - Réalisation des photocopies, la préparation des documents et autre activité spécialisée supportant l'administration du bureau,
  - 36) PKD 82.30.Z Activité liée à l'organisation des foires, expositions et congrès,
  - 37) PKD 82.92.Z Activité liée à l'emballage,
  - 38) PKD 82.99.Z Autre activité supportant l'activité économique, non classifiée,
  - 39) PKD 96.09.Z - Autre activité de service, non classifiée,
2. La Société commencera son activité après avoir obtenu le permis, la concession, l'inscription dans le registre d'activité économique ou une autre décision ou un autre permis, nécessaires pour cette activité.

#### § 7.

1. Le capital social de la Société s'élève à 32.533.200,00 (trente deux millions cinq cent trente trois mille deux cents) zlotys et est divisé en 650.664 (six cent cinquante mille six cent soixante quatre) parts sociales a une valeur nominale de 50 zlotys (cinquante zlotys) chacune.

2. Chaque associé a le droit de posséder plus d'une part.

3. Toutes les 100 (cent) parts dans le capital social original de la Société à la valeur nominale 50 zlotys (cinquante zlotys) chacune et à la valeur nominale totale 5.000 zlotys (cinq milles zlotys) sont prises par la Société Spaczynski, Szczepaniak i Wspolnicy société en commandite sur actions ayant son siège social à Varsovie et elle les a couvertes en totalité en somme de 5.000 (cinq milles zlotys).

4. Avec l'augmentation du capital social de la Société en somme 5.000 (cinq milles) zlotys de la somme 18.046.750,00 (dix-huit millions quarante-six mille sept cent cinquante) zlotys à la somme 18.051.750,00 (dix-huit millions cinquante et un mille sept cents cinquante) zlotys, sur la base de la résolution numéro 1 de l'Assemblée Extraordinaire des Associés du 17 décembre 2013, les parts nouvelles créés dans le capital social ont été prises et payées de la façon suivante: Monsieur Andrzej Wuczynski a pris toutes les parts nouvelles en quantité de 360.935 à la valeur nominale 50,00 (cinquante) zlotys chacune, à la valeur nominale totale 18.046.750,00 (dix-huit millions quarante-six mille sept cent cinquante) zlotys contre l'apport (en nature) non financier en forme de 17.199 (dix-sept mille cent quatre-vingt dix-neuf) actions dans le capital sociale de la société Petrofox S.A., société par actions du droit luxembourgeois, inscrite dans le registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 153294, à la valeur totale 18.046.750,00 (dix-huit millions quarante-six mille sept cent cinquante) zlotys;

5. Avec l'augmentation du capital social de la Société de la somme 18.051.750,00 zł (dix-huit millions cinquante et un mille sept cents cinquante) zlotys de la somme 14.481.450.00 zł (quatorze millions quatre cent quatre-vingt-et-un mille quatre cent cinquante zlotys) jusqu'à la somme de 32.533.200,00 zł (trente deux millions cinq cent trente trois mille deux cents) zlotys, sur la base de la Résolution n. 2 de l'Assemblée Extraordinaire des Associés de la Société du 9 janvier 2014, les nouvelles parts créées dans le capital social sont prises et couvertes de la façon suivante:

a) Madame Małgorzata Stanisława Wuczynska a pris 49.569 (quarante neuf mille cinq cent soixante neuf) parts à la valeur nominale de 50,00 zł (cinquante zlotys) chacune, à la valeur totale de 2.478.450 zł (deux millions quatre cent soixante dix-huit mille quatre cent cinquante) zlotys contre l'apport en nature en forme de 2.362 (deux mille trois cent soixante deux) actions dans le capital social de la société Petrofox S.A. Société Anonyme du droit luxembourgeois, inscrite dans le registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 153294, à la valeur totale de 2.478.450,00 (deux millions quatre cent soixante dix-huit mille quatre cent cinquante) zlotys;

b) Monsieur Michał Jakub Wuczynski a pris 168.497 (cent soixante huit mille quatre cent quatre-vingt dix-sept) parts à la valeur nominale 50,00 (cinquante) zlotys chacune, à la valeur nominale totale 8.424.850,00 (huit millions quatre cent vingt quatre mille huit cent cinquante) zlotys, contre l'apport en nature en forme de 8.029 (huit mille vingt neuf) actions dans le capital social de la société Petrofox S.A. Société Anonyme du droit luxembourgeois, inscrite dans le registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 153294, à la valeur totale 8.424.850,00 (huit millions quatre cent vingt quatre mille huit cent cinquante) zlotys;

c) Monsieur Tomasz Andrzej Wuczynski a pris 71.563 (soixante-onze mille cinq cent soixante trois) parts à la valeur nominale de 50,00 (cinquante) zlotys chacune, à la valeur nominale totale 3.578.150,00 (trois millions cinq cent soixante dix-huit mille cent cinquante) zlotys contre l'apport en nature en forme 3.410 (trois mille quatre cent dix) actions dans le capital social de la société Petrofox S.A. Société Anonyme du droit luxembourgeois, inscrite dans le registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 153294, à la valeur totale de 3.578.150,00 (trois millions cinq cent soixante dix-huit mille cent cinquante) zlotys;

#### § 8.

1. Le capital social de la Société peut être augmenté une ou plusieurs fois jusqu'à la somme de 1.000.000,00 (un million) zlotys sans exiger des modifications des statuts de la Société, au sens de la résolution de l'assemblée des associés, jusqu'au 31 décembre 2020.

2. Les parts dans le capital social augmenté de la Société peuvent être couvertes par l'apport financier ou non financier (en nature).

**§ 9.**

1. Les associés peuvent être obligés de payer le supplément en valeur maximale qui ne surpasse le centuple de la valeur nominale des parts possédées.

2. Ces paiements peuvent être remboursés aux associés au cas d'une perte démontrée dans le bilan financier.

**§ 10.** L'action pourra être rachetée, à l'accord de l'associé suite à l'achat d'une part par la société (rachat volontaire). Les actions pourront être rachetées soit pour pur profit, soit par une réduction du capital social de la Société.

**§ 11.** La vente ou la charge d'une part sont illimitées.

**§ 12.**

1. L'Assemblée des Associés peut déterminer le jour, selon lequel on établit la liste des associés autorisés au dividende correspondant à l'exercice financier (le jour de dividende). Si l'assemblée des associés ne détermine pas le jour de dividende, seulement les associés qui avaient le droit aux parts le jour de la résolution sur la division du bénéfice sont autorisés à recevoir la dividende.

2. Le Conseil d'Administration peut payer des acomptes aux associés à titre de la dividende prévue pour l'exercice financier si la Société possède des moyens suffisants pour réaliser ces paiements et le bilan financier approuvé de la Société pour l'année précédente démontre le bénéfice.

3. On admet le paiement de la dividende en nature (non financière) par le transfert de la propriété des droits ou des objets de la Société à l'associé. L'assemblée des associés prend la résolution en cette matière. La résolution devrait déterminer en détail:

1) L'associé auquel la Société paiera la dividende en forme non financière, nombre de parts possédées par l'associé et le montant de la dividende financière pour l'exercice financière donnée à laquelle l'associé a le plein droit;

2) Le droit ou l'objet que l'associé obtiendra de la Société à titre du paiement de la dividende, avec la détermination de sa valeur d'ûe;

3) L'autorisation du Conseil d'Administration de la Société de conclure le contrat transférant des droits ou des objets sur l'associé, en délai déterminé, à titre de la dividende.

**§ 13.** Les organes de la Société sont: le Conseil d'Administration et l'Assemblée des Associés.

**§ 14.**

1. Le Conseil d'Administration est responsable des affaires de la Société et il représente la Société.

2. Le Conseil d'Administration se compose d'un ou de plusieurs membres. Au cas d'un Conseil à un membre l'associé Andrzej Wuczynski a le droit personnel de convoquer et de révoquer l'unique membre du Conseil. Au cas d'un Conseil à plusieurs membres, l'associé Andrzej Wuczynski a le droit personnel de convoquer et de révoquer la majorité des membres du conseil. Les membres du Conseil autres que ceux convoqués ou révoqués personnellement par l'associé Andrzej Wuczynski sont convoqués et révoqués sur la base de la résolution des associés.

3. Chaque membre du conseil d'administration est convoqué pour trois ans.

4. Le mandat d'un membre expire suite à un décès, une démission ou un révocation par le conseil d'administration.

**§ 15.**

1. Chaque membre du Conseil d'administration est autorisé à la représentation autonome de la Société.

2. Le membre du Conseil d'Administration peut être la seconde partie dans une procédure juridique qu'il fait au nom de la Société ainsi qu'il peut survenir au nom et en faveur de deux parties de la procédure juridique.

**§ 16.**

1. L'Assemblée des Associés est tenue dans le siège social de la Société, à Varsovie ou à Fugasowka.

2. L'achat ou la vente des immobilités, les redevances emphytéotiques ou la participation dans l'immobilité n'exigent pas la résolution des associés.

3. Le contrat d'achat d'une immobilité en faveur de la Société ou la participation dans une immobilité ou des moyens matériels pour un prix dépassant un quart du capital social, mais pas moindre de 50.000 (cinquante milles) zlotys conclu avant l'échéance de deux ans du jour de la constitution de la Société n'exige pas la résolution des associés.

4. La gestion du droit ou les obligations à la valeur surpassant le montant doublé du capital social n'exige pas la résolution des associés.

**§ 17.**

1. L'exercice financier correspond à l'année civile.

2. Le premier exercice financier a sa clôture le 31 décembre 2013.

3. La Société peut créer des comptes spéciaux et les capitaux de réserve.

**§ 18.** Les affaires non couvertes par les présents statuts sont régies par le Code des sociétés commerciales.

Signé: M. ROTH, C. L'HOTE-TISSIER, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 1<sup>er</sup> avril 2014. Relation: LAC/2014/15189. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2014.

Référence de publication: 2014056761/616.

(140065124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

---

**Cistelis S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 118.238.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033332/9.

(140037653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

---

**Cornerton International S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.

R.C.S. Luxembourg B 136.785.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033334/9.

(140037618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

---

**Fiparco S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 39.926.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033361/9.

(140037519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

---

**Global Trust Advisors S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 68.731.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033371/9.

(140037496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

---

**EM Conseils Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 33, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 82.686.

L'an deux mille quatorze, le seize avril.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

ONT COMPARU:

1/ Monsieur Manuel HACK, maître ès sciences économiques, demeurant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,

2/ Monsieur Eric DUPHIL, maître ès sciences économiques, demeurant au 33, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1313 Luxembourg,

ici représenté par Monsieur Manuel HACK, précité, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 15 avril 2014.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes sont les associés de «E.M. CONSEILS S.à r.l.» (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 21 rue de Syren, L-5762 Hassel, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 82.686, constituée suivant acte notarié en date du 22 juin 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 24 décembre 2001, sous le numéro 1228. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié du 28 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 27 avril 2012, sous le numéro 1081.

Lesquelles parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social, ont requis le notaire instrumentant d'acter la résolution suivante:

#### Résolution

Les associés décident de transférer le siège social de la Société du 21, rue de Syren, L-5762 Hassel au 33, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1313 Luxembourg.

En conséquence, le premier alinéa de l'article 4 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

**Art. 4. (premier alinéa).** «Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.»

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. HACK, C. WERSANDT.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 22 avril 2014. Relation: EAC/2014/5617. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014057720/39.

(140066512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2014.

---

#### **Godfrind S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7448 Lintgen, 10-12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 131.754.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033373/9.

(140037636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2014.

---

#### **Talanx Finanz (Luxemburg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 87.351.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033181/9.

(140036541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2014.

---

#### **Cross Media Publishing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7220 Walferdange, 42, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 149.815.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014033614/9.

(140037829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2014.

---